



Aéroports de Paris

Rapport financier semestriel au 30 juin 2009

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier. Il inclut le rapport semestriel prévu au 3^{ème} alinéa de l'article L. 232-7 du code de commerce.

Aéroports de Paris
Société anonyme au capital de 296 881 806 euros
Siège social : 291, boulevard Raspail
75675 – PARIS Cedex 14
R.C.S. Paris B 552 016 628

Sommaire

1. Rapport semestriel d'activité.....	3
2. Déclaration des personnes physiques responsables du rapport financier semestriel	16
3. Rapport des commissaires aux comptes.....	17
4. Comptes consolidés	19

1. Rapport semestriel d'activité

1.1. Evénements significatifs

Evolution du trafic

Sur le premier semestre 2009, Aéroports de Paris résiste mieux à la baisse du trafic que les cinq principaux aéroports européens. Le trafic de passagers s'établit en baisse de 6,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2008 (à 39,9 millions de passagers) : il baisse de 6,6 % à Paris-Charles de Gaulle (27,7 millions de passagers) et de 6,2 % à Paris-Orly (12,3 millions de passagers). Le trafic du 1^{er} trimestre est en baisse de 8,6 % et celui du 2^{ème} trimestre de 4,6 %.

Le mix trafic évolue favorablement puisque le trafic international hors Europe (38,3 % du total) résiste relativement mieux que l'ensemble du trafic (- 4,9 %). Il est en baisse sur tous les faisceaux (- 6,9 % pour l'Amérique du Nord, - 8,0 % pour l'Amérique Latine, - 9,3 % pour l'Asie/Pacifique, - 5,3 % pour le Moyen-Orient), à l'exception de l'Afrique qui croît de 1,6 %. Le trafic avec l'Europe hors France (42,1 % du total) baisse de 7,9 %. Le trafic avec la métropole (19,6 % du total) baisse de 6,4 %. Le taux de correspondance s'établit en hausse de 0,3 point, à 24,4 %.

Les compagnies à bas coût (low-cost), qui représentent près de 12 % du trafic, voient leur trafic baisser, mais de manière moins sensible que l'ensemble du trafic : - 3,3 % sur le 1^{er} semestre 2009. Cette performance tient notamment à la poursuite de la croissance de compagnies telles qu'easyJet et Transavia.com.

Le nombre de mouvements d'avions est en baisse de 5,2 % et s'établit à 370 000. Le taux de remplissage moyen s'élève à 71,7 %, en baisse de 1,1 point par rapport au 1^{er} semestre 2008.

Sur l'aéroport de Paris-Le Bourget, le trafic est en baisse de 14,9 % (28 900 mouvements).

L'activité fret chute de 17,2% avec 750 000 tonnes transportées (sur les 5 premiers mois de l'année). Aéroports de Paris reste le premier aéroport en Europe sur cette activité.

Lancement des activités de la co-entreprise Duty Free Paris

Dédiée à la distribution d'articles de mode et d'accessoires dans les aéroports parisiens et détenue à parts égales par Aéroports de Paris et The Nuance Group, Duty Free Paris, a démarré ses activités début février 2009. Elle exploite à fin juillet 2009 23 boutiques dans les terminaux des aéroports de Paris-Charles de Gaulle et de Paris-Orly, sur une surface totale de 1 600 m². Elle a pour vocation d'exploiter d'ici la fin de l'année 28 points de vente sur 2 500 m² et à partir de 2012, une quarantaine de points de vente répartis sur environ 5 000 m² dont près de 50 % de création de nouvelles surfaces.

Ouverture du dernier quart rénové de du terminal 1 de l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle

Le terminal 1 de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle a fait l'objet d'une importante opération de réhabilitation commencée en avril 2004, selon quatre phases de travaux affectant successivement un quart de l'aérogare. L'ouverture du dernier quart rénové a eu

lieu en avril 2009. La capacité du terminal 1 est alors passée de 8,1 millions à 10,8 millions de passagers par an.

Tarifs des redevances

Les augmentations moyennes des tarifs des redevances principales et accessoires ont été les suivantes :

	Au 1 ^{er} avril 2009	Au 1 ^{er} avril 2008
Redevances principales	+5,5%	+3,8%
Redevance d'atterrissage	-7,3% ¹	+1,6%
Redevance stationnement	+20,0%	+4,9%
Redevance passager	+16,4%	+5,0%
Redevance carburant	-100,0%	+0,0%
Redevances accessoires	+5,3%	+4,7%

1.2. Présentation des résultats semestriels

1.2.1. Comptes consolidés

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Chiffre d'affaires ²	1 285,9	1 214,0	+5,9%
EBITDA ³	423,6	405,5	+4,5%
Résultat opérationnel courant ⁴	247,1	236,6	+4,4%
Résultat opérationnel	242,3	232,9	+4,0%
Résultat financier	-53,0	-42,3	+25,3%
Résultat net part du Groupe	127,3	125,6	+1,3%

Changement de segmentation

En application de la norme IFRS 8, une nouvelle segmentation des activités du Groupe a été mise en place à compter du 1^{er} janvier 2009. Cette segmentation rend nos publications plus aisément comparables à celles de nos pairs européens, et notamment Schiphol Group. Elle a pour principaux effets :

- l'éclatement de l'ancien segment services aéroportuaires en deux nouveaux segments : « activités aéronautiques » et « commerces et services »,
- le regroupement au sein du nouveau segment « commerces et services » de l'ensemble des activités commerciales (boutiques, bars et restaurants, parcs de stationnement, locations en aéroports notamment). Les activités des filiales de distribution commerciale en aéroports (Société de Distribution Aéroportuaire, Duty Free Paris) se trouvent désormais dans ce segment,

¹ Hors effet de l'intégration de la redevance de balisage dans la redevance d'atterrissage. En prenant en compte cet effet, les tarifs de la redevance d'atterrissage évoluent en moyenne de - 2,0 %

² Produits des activités ordinaires

³ Résultat opérationnel courant majoré des dotations aux amortissements et des dépréciations d'immobilisations nettes de reprises

⁴ Résultat opérationnel avant l'impact de certains produits et charges non courants

- la répartition des frais de siège, précédemment non affectés, sur les différents segments.

La segmentation comporte désormais 5 segments, contre 4 précédemment :

- Activités aéronautiques : redevances aéronautiques, redevances spécialisées, taxe d'aéroport,
- Commerces et services : revenus commerciaux (y compris ceux des filiales de distribution commerciale en aéroports, Société de Distribution Aéroportuaire et Duty Free Paris), locations en aérogares, parcs et accès, prestations industrielles,
- Immobilier,
- Escale et prestations annexes,
- Autres activités (diversification) : Hub télécom, ADP Ingénierie, Aéroports de Paris Management et Aéroports de Paris SA.

Les données du 1^{er} semestre 2008 ont été retraitées selon la nouvelle segmentation.

Chiffre d'affaires

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Chiffre d'affaires	1 285,9	1 214,0	+5,9%
Aéronautique	692,2	647,3	+6,9%
Commerces et services	430,9	425,0	+1,4%
Immobilier	107,8	102,2	+5,5%
Escale et prestations annexes	94,0	97,3	-3,4%
Autres activités	123,5	98,7	+25,1%
Eliminations inter-segments	-162,5	-156,6	+3,8%

Malgré le fléchissement du trafic, le chiffre d'affaires consolidé s'établit au 1^{er} semestre 2009 en croissance de + 5,9 % à 1 285,9 millions d'euros. Cette forte croissance a été soutenue par :

- le développement des infrastructures et des services : ouvertures de nouvelles infrastructures en 2008 (nouvelle jetée d'embarquement du terminal 2E et terminal régional 2G) et 2009 (fin de la rénovation de CDG1) et création d'une redevance pour financer l'assistance des personnes handicapées ou à mobilité réduite en juillet 2008,
- un effet prix lié aux hausses des redevances accordées au 1^{er} avril 2008 et au 1^{er} avril 2009,
- la progression du chiffre d'affaires des commerces (+ 1,4 %) qui bénéficient de l'extension des surfaces commerciales dans les nouvelles infrastructures et de la poursuite de la croissance du chiffre d'affaires par passager,
- la forte progression du chiffre d'affaires de l'immobilier (+ 5,5 %), qui bénéficie des commercialisations réalisées en 2008,
- la poursuite de la croissance des activités de diversification (+ 25,1 %),
- des éléments non récurrents liés aux conditions climatiques exceptionnelles qui ont eu un impact positif sur les activités de dégivrage,
- malgré la baisse du chiffre d'affaires du segment escale et prestations annexes (- 3,4 %) qui pâtit de la baisse du trafic.

EBITDA

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Chiffre d'affaires	1 285,9	1 214,0	+5,9%
Production immobilisée	22,4	26,9	-16,6%
Charges courantes	-890,4	-837,2	+6,3%
Achats consommés	-93,7	-84,0	+11,5%
Services extérieurs	-328,2	-303,5	+8,1%
Charges de personnel	-375,4	-351,2	+6,9%
Impôts et taxes	-82,1	-81,5	+0,7%
Autres charges d'exploitation	-11,0	-17,0	-35,1%
Autres charges et produits	5,7	1,9	194,8%
EBITDA	423,6	405,5	+4,5%
EBITDA / CA	32,9%	33,4%	-0,5 pt

L'EBITDA poursuit sa progression (+ 4,5 % à 423,6 millions d'euros), grâce à un effort de maîtrise des charges courantes, malgré l'augmentation de la base de coûts liée aux mises en service des nouvelles installations.

La production immobilisée est constituée de Frais d'Etudes et de Surveillance des Travaux (FEST), qui correspondent à la capitalisation de prestations internes d'ingénierie effectuées dans le cadre des projets d'investissements. Elle est en baisse par rapport à 2008 en raison de la baisse des études sur les projets d'infrastructures.

Les achats sont en hausse de 11,5 % à 93,7 millions d'euros, en raison de la progression des achats de produits de dégivrage et des achats de marchandises des filiales.

Les services extérieurs progressent de 8,1 % à 328,2 millions d'euros, sous l'effet de l'augmentation des coûts liés à l'introduction du service d'assistance des personnes handicapées ou à mobilité réduite (à partir de fin juillet 2008), de l'augmentation des charges de prestations externes des filiales (notamment ADP Ingénierie et Alyzia), et de la hausse des charges d'entretien et de maintenance (ouverture de nouvelles infrastructures). En revanche, les rémunérations d'intermédiaires sont en baisse grâce aux efforts de réduction des charges entrepris en 2009. De surcroît, le 1^{er} semestre 2008 avait été impacté par les charges liées à une campagne publicitaire qui n'a pas été reconduite en 2009.

Les charges de personnel augmentent de 6,9 % à 375,4 millions d'euros.

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Charges de personnel	375,4	351,2	+6,9%
ADP SA	261,1	258,5	+1,0%
Groupe Alyzia	67,4	58,8	+14,6%
Autres filiales	46,9	33,9	+38,3%
Effectifs moyens	11 990	11 613	3,2%
ADP SA	7 120	7 394	-3,7%
Groupe Alyzia	3 378	3 127	8,0%
Autres filiales	1 492	1 092	36,6%

Les effectifs de la maison-mère sont en baisse de 3,7 %, et les charges de personnel de la maison-mère sont en augmentation de 1,0 % à 262,2 millions d'euros. Les effectifs du Groupe Alyzia progressent de 8,0 % en raison du transfert des activités d'assistance en

escale depuis Aéroports de Paris SA et de la croissance de l'activité d'Alyzia Sûreté. La hausse des effectifs des autres filiales s'explique pour l'essentiel par la progression des effectifs d'ADP Ingénierie et de Hub télécom, consécutive à la croissance de ces filiales.

Les impôts et taxes augmentent légèrement (à 82,1 millions d'euros) sous l'effet de la hausse des impôts et taxes des filiales.

Les autres charges d'exploitation sont en baisse de 35 % à 11,0 millions d'euros, le 1^{er} semestre 2008 ayant été affecté par des éléments non récurrents.

Les autres charges et produits comprennent notamment les dépréciations de créances et les dotations aux provisions (nettes de reprises). Ils s'établissent à 5,7 millions d'euros.

Aéroports de Paris a annoncé le 12 mars 2009 la mise en place d'un plan d'économies structurelles devant permettre des économies de 17 millions d'euros en 2009 et 30 millions d'euros en 2010. Compte tenu de l'environnement économique et des perspectives de trafic pour 2009, Aéroports de Paris a en outre décidé la mise en place d'un plan additionnel d'économies conjoncturelles de 25 millions d'euros reposant principalement sur le gel des embauches et des mesures d'économies sur les charges externes. A mi-parcours, les plans d'économies ont pu générer une économie globale de charges de 21 millions d'euros, en ligne avec l'objectif de 42 millions d'euros pour 2009.

Résultat opérationnel courant

Sous l'effet de mises en services importantes en 2008 et 2009, les dotations aux amortissements progressent de 4,5 % à 176,5 millions d'euros. Le résultat opérationnel courant est en hausse de 4,4 % à 247,1 millions d'euros.

Résultat opérationnel

Après prise en compte d'éléments non récurrents liés essentiellement à la réorganisation des activités d'assistance en escale, le résultat opérationnel s'établit à 242,3 millions d'euros, en hausse de 4,0 %.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge de 53,0 millions d'euros, en hausse de 25,3 %, en raison de la progression des charges brutes liées à l'endettement provenant pour l'essentiel de l'emprunt obligataire émis en novembre 2008.

Résultat net

La quote-part des sociétés mises en équivalence s'élève à 2,8 millions d'euros (contre 0,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008), en lien avec l'acquisition de 8 % de Schiphol Group en décembre 2008.

La charge d'impôt est en baisse de 1,8 % à 64,5 millions d'euros, ce qui permet au résultat net de s'établir en hausse de 1,7 % à 127,7 millions d'euros.

1.2.2. Analyse par segment

Activités aéronautiques

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Chiffre d'affaires	692,2	647,3	+6,9%
Redevances aéronautiques	376,0	376,4	-0,1%
Redevances spécialisées	86,2	61,2	+40,8%
Taxe d'aéroport	207,4	185,9	+11,6%
Autres recettes	22,6	23,8	-4,7%
EBITDA	154,5	155,2	-0,5%
Résultat opérationnel courant	40,9	49,8	-18,0%

L'impact de la baisse du trafic sur les redevances aéronautiques⁵ est compensé par les augmentations tarifaires (+ 3,8 % en moyenne au 1^{er} avril 2008 et + 5,5% en moyenne au 1^{er} avril 2009) et l'accroissement du nombre de postes de stationnement des avions au contact des aérogares (redevance stationnement en hausse de 13,1 %).

Les redevances spécialisées sont tirées par l'introduction de nouveaux services et par les ouvertures de nouvelles capacités. Ainsi, les prestations d'accueil des personnes handicapées ou à mobilité réduite, assurées depuis juillet 2008, génèrent un chiffre d'affaires additionnel de 15,8 millions d'euros en 2009. Les revenus liés aux capacités de tri des bagages et de banques d'enregistrement augmentent de 4,1 millions d'euros du fait de l'ouverture des nouvelles installations. Enfin, les prestations de dégivrage sont en hausse de 4,6 millions d'euros, l'hiver 2008/2009 ayant été plus rigoureux que l'hiver 2007/2008.

La taxe d'aéroport, dédiée principalement au financement des activités de sûreté, s'élève à 9,5 euros par passager au départ depuis le 1^{er} janvier 2009 (8,75 euros en 2008). Elle s'élève à 207,4 millions d'euros et inclut 17,1 millions d'euros de produits à recevoir.

L'EBITDA reste stable à 154,5 millions d'euros, ce qui porte le taux de marge brute à 22,3 %, en baisse de 1,7 point par rapport au 1^{er} semestre 2008.

Les dotations aux amortissements augmentent de 7,8 % à 113,6 millions d'euros, tirées par les mises en services importantes intervenues en 2008 et 2009. Le résultat opérationnel courant ressort en baisse de 18 %, à 40,9 millions d'euros.

⁵ Redevances passagers, atterrissage (qui inclut depuis le 1^{er} avril 2009 la redevance balisage), stationnement (qui inclut depuis le 1^{er} avril 2009 la redevance carburant)

Commerces et services

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Chiffre d'affaires	430,9	425,0	+1,4%
EBITDA	198,1	191,1	+3,7%
Résultat opérationnel courant	159,8	151,1	+5,7%

Décomposition du chiffre d'affaires :

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Chiffre d'affaires	430,9	425,0	+1,4%
Activités commerciales	178,5	176,1	+1,4%
<i>Redevances</i>	120,8	119,3	+1,3%
<i>Société de Distribution Aéroportuaire & Duty Free Paris</i>	89,4	87,2	+2,6%
<i>Eliminations</i>	-31,7	-30,4	+4,3%
Parcs et accès	72,1	77,4	-6,9%
Prestations industrielles	36,7	40,5	-9,4%
Recettes locatives	50,0	40,2	+24,3%
Autres	93,6	90,8	+3,1%

Malgré la baisse du trafic, les activités commerciales sont en hausse de 1,4 %. Les redevances provenant des boutiques, des bars et restaurants, de la publicité, des activités banques et change et des loueurs de voitures sont en hausse de 1,3 % à 120,8 millions d'euros. Au sein de cet ensemble et malgré la baisse du trafic, les boutiques en zone réservée progressent de 3,9 % (après élimination d'éléments non récurrents) sous l'effet de la poursuite de l'augmentation du chiffre d'affaires par passager. Ce dernier progresse de 9,8 % à 12,3 euros tiré par le développement de nouvelles surfaces et d'un mix trafic favorable (croissance du poids des faisceaux internationaux). Le chiffre d'affaires provenant des filiales Société de Distribution Aéroportuaire et Duty Free Paris progresse de 2,6 % à 89,4 millions d'euros⁶. Le chiffre d'affaires des parcs et accès sont en baisse de 6,9 % en raison de la baisse du trafic. Le chiffre d'affaires des prestations industrielles (fourniture d'électricité et d'eau) diminue de 9,4 % en raison du transfert des prestations de confort climatique aux recettes locatives du même segment. A périmètre constant, le chiffre d'affaires augmente de 6,6 % en raison des ouvertures des nouvelles infrastructures et de la hausse du prix d'achat du gaz sur lequel sont indexés les revenus de ces prestations. Les revenus locatifs (locations de locaux en aérogares) bénéficient des nouvelles locations dans les installations ouvertes en 2008 et 2009 et du transfert des prestations de confort climatique. Les autres produits sont essentiellement constitués de prestations internes.

Grâce aux efforts de maîtrise des charges, l'EBITDA du segment progresse de 3,7 % à 198,1 millions d'euros, le 1^{er} semestre 2008 ayant été pénalisé par des dotations aux provisions (nettes de reprises) d'un montant de 4,1 millions d'euros (1,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009). Le taux de marge brute s'établit ainsi à 46,0 %, en hausse d'un point par rapport au 1^{er} semestre 2008.

⁶ Part Aéroports de Paris (50 %), dont 87,6 millions d'euros pour Société de Distribution Aéroportuaire

Les dotations aux amortissements sont en baisse de 3,9 % à 38,3 millions d'euros, ce qui permet au résultat opérationnel courant de s'établir en hausse de 5,7 %, à 159,8 millions d'euros.

Immobilier

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Chiffre d'affaires	107,8	102,2	+5,5%
EBITDA	62,2	53,4	+16,5%
Résultat Opérationnel Courant	46,7	38,0	+23,0%

Le chiffre d'affaires du segment Immobilier poursuit son développement (+ 5,5 %) à 107,8 millions d'euros grâce à la forte croissance forte du chiffre d'affaires réalisé avec des tiers. Ce dernier s'élève à 83,8 millions d'euros, en forte croissance (+ 8,6 %), tiré par les commercialisations effectuées en 2008 (gare de fret à Paris-Orly et extension du hub FedEx à Paris-Charles-de Gaulle). Il bénéficie également de l'impact positif de l'indexation des contrats sur l'indice du coût de la construction (+ 6,2 % en moyenne appliqués au 1^{er} janvier 2009). Le chiffre d'affaires interne s'élève à 24,0 millions d'euros, en baisse de 4,3 %.

L'EBITDA s'établit en forte hausse (+ 16,5 %) à 62,2 millions d'euros, la croissance des charges étant moins dynamique que celle du chiffre d'affaires. Il bénéficie par ailleurs de reprises de provisions (nettes de dotations) pour 9,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 3,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008. Le taux de marge brute s'établit à 57,7 %, en hausse de 5,5 points.

Les dotations aux amortissements sont stables, à 15,5 millions d'euros. Le résultat opérationnel courant ressort à 46,7 millions d'euros, en hausse de 23,0 %.

Escale et prestations annexes

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Chiffre d'affaires	94,0	97,3	-3,4%
EBITDA	-1,8	-7,9	-77,5%
Résultat opérationnel courant	-3,0	-9,2	-67,5%

Le chiffre d'affaires du segment d'assistance en escale et prestations annexes est en baisse de 3,4 % au 1^{er} semestre 2009. Particulièrement affectée par la baisse du trafic, le chiffre d'affaires de l'activité d'assistance en escale est en baisse de 9,0 %, les gains de nouveaux contrats n'ayant pas suffi à compenser les pertes de contrats et la réduction de l'activité de certaines compagnies clients qui sont en moyenne plus fragiles que la moyenne des compagnies opérant sur les aéroports de Paris-Charles de Gaulle et de Paris-Orly. L'activité de sûreté est en revanche en hausse de 14,6 % à 26,5 millions d'euros, en raison de renégociations de contrats et de la hausse du volume de prestations rendues.

La réorganisation de cette activité, commencée en 2007, est désormais achevée. Elle a permis le regroupement de l'activité d'assistance en escale et prestations annexes au sein de la filiale Alyzia.

Un plan d'économies devant permettre de réduire le déficit courant en 2009 et faire face à la baisse du trafic a été mis en place. Sous l'effet de la maîtrise des charges de personnel et des achats et charges externes issue de la mise en œuvre de ce plan d'économies, l'EBITDA se redresse et s'établit à - 1,8 millions d'euros, contre - 7,9 millions au 1^{er} semestre 2008.

Le résultat opérationnel courant s'élève à - 3,0 millions d'euros (- 9,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008).

Dans ces conditions, le Groupe maintient son objectif d'une réduction de son déficit opérationnel courant pour l'exercice 2009.

Autres activités

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08	2009 / 2008
Chiffre d'affaires	123,5	98,7	+25,1%
EBITDA	9,9	13,7	-27,7%
Résultat opérationnel courant	2,4	6,7	-63,9%

ADP Ingénierie poursuit un développement soutenu grâce à la montée en charge des contrats signés en 2007, 2008 et 2009 notamment à Djeddah (Arabie Saoudite), à Bogota (Colombie), à l'île Maurice et en Libye (Tripoli, Benghazi et Sebah). Son chiffre d'affaires s'élève à 60,0 millions d'euros, en hausse de plus de 43 %. L'EBITDA s'établit à 3,5 millions d'euros (+ 6,5 %) et le résultat opérationnel courant à 3,1 millions d'euros (+ 3,8 %). A fin juin, le carnet de commandes reste très élevé : il s'établit à 290 millions d'euros.

Hub télécom a acquis le 8 avril 2009 la société Masternaut, leader européen des solutions de géolocalisation. Le chiffre d'affaires du groupe Hub télécom s'élève à 54,7 millions d'euros, en hausse de 12,4 %. A périmètre constant, le chiffre d'affaires est cependant en recul de 4,3 %, du fait notamment de l'impact de la crise économique sur les ventes de solutions de traçabilité/mobilité au sein de Hub Telecom Région. L'EBITDA s'élève à 8,1 millions d'euros, en baisse de près de 28 %. Le résultat opérationnel courant s'établit à 1,1 millions d'euros, en baisse de près de 76 %, en raison notamment du poids des dotations aux amortissements.

L'effet positif de la mise en œuvre du contrat de gestion de l'aéroport de la République de Maurice, signé à l'automne 2008, ne suffit pas à compenser le recul de l'activité des autres aéroports gérés par Aéroports de Paris Management. Le chiffre d'affaires s'élève à 5,5 millions d'euros (- 7,9 %), l'EBITDA à 0,3 million d'euros et le résultat opérationnel courant à 0,2 million d'euros.

1.3. Flux de trésorerie

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	309,0	314,1
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	-284,0	-299,4
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-4,0	-228,6
Variation de la trésorerie	21,1	-213,9
Trésorerie d'ouverture	364,6	507,8
Trésorerie de clôture	385,8	293,9

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08
Résultat opérationnel	242,3	232,9
Amortissements et provisions	164,9	167,0
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	-5,0	-0,6
Capacité d'autofinancement opérationnelle avant impôts	402,2	399,3
Variation du besoin en fonds de roulement	-34,8	-13,1
Impôts payés	-58,3	-72,1
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	309,0	314,1

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08
Investissements corporels et incorporels	-183,4	-201,9
Variation des avances et dettes sur acquisitions d'immobilisations	-89,8	-101,6
Autres flux liés aux activités d'investissement	-10,8	4,1
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissements	-284,0	-299,4

Sur les 183,4 millions d'euros investis par le Groupe au cours du 1^{er} semestre 2009, 169,2 millions d'euros ont été investis par la maison-mère. Sur l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle, ils ont porté sur la poursuite des études relatives au satellite 4, l'extension d'une gare de fret louée à FedEx, la fin de la réhabilitation du terminal 1 avec l'ouverture au public du dernier quart rénové en mars 2009 et le début des travaux relatifs à la fusion des terminaux A et C. Les filiales ont investi 14,2 millions d'euros, dont 7,0 millions par Hub télécom.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

En millions d'euros	30/06/09	30/06/08
Encaissements provenant des emprunts à long terme	201,5	1,1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-136,5	-161,2
Autres flux liés aux activités de financement	-68,9	-68,5
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-4,0	-228,6

Au cours du 1^{er} semestre 2009, Aéroports de Paris a procédé au tirage d'un prêt auprès de la Banque européenne d'investissements (BEI), destiné à financer le satellite 4 de Paris-Charles de Gaulle, pour un montant de 200 millions d'euros à échéance 2021 et rémunéré au taux variable d'Euribor 3 mois + 0,977 %.

Les autres flux correspondent principalement aux intérêts financiers payés (111,7 millions d'euros) et aux produits financiers encaissés (44,7 millions d'euros).

1.4. Endettement financier

En millions d'euros	Au 30/06/09	Au 31/12/08
Dettes financières	2 865,8	2 677,5
Instruments financiers dérivés passif	13,7	7,3
Endettement financier brut	2 879,5	2 684,9
Instruments financiers dérivés actif	-55,6	-58,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-412,1	-373,0
Endettement financier net	2 411,8	2 253,7
Dettes nettes / fonds propres	0,78	0,73

L'augmentation de l'endettement s'explique essentiellement par le tirage du prêt BEI décrit dans le paragraphe « Flux de trésorerie liés aux activités de financement » ci-dessus.

1.5. Perspectives 2009

Sur la base d'une hypothèse de baisse du trafic de passagers comprise entre - 4,5 % et - 6,5 %, Aéroports de Paris maintient sa prévision de légère croissance du chiffre d'affaires pour l'exercice 2009. L'EBITDA 2009 devrait être du même ordre de grandeur que l'EBITDA 2008. Aéroports de Paris maintient son anticipation d'une croissance de l'EBITDA comprise entre + 50 % et + 60 % entre 2005 et 2010.

Pour faire face à l'environnement économique actuel, Aéroports de Paris a annoncé en mars 2009 l'adoption d'un programme structurel d'économies visant à réduire les coûts de 17 millions d'euros en 2009 et de 30 millions d'euros en 2010, ainsi que l'adoption de mesures d'économies additionnelles liées au contexte de 2009 pour un montant de 25 millions d'euros. Ces mesures d'économies sont assorties d'un report de 100 millions d'euros d'investissements initialement prévus en 2009. Le programme évolue conformément à nos attentes.

Pour ce qui concerne l'activité d'assistance en escale, Aéroports de Paris vise toujours une baisse sensible du chiffre d'affaires et une réduction de son déficit opérationnel courant en 2009.

Les données, hypothèses et estimations présentées ci-dessus sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées. Aéroports de Paris ne prend aucun engagement ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs décrits ci-dessus.

1.6. Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits dans le paragraphe 4.1 « Facteurs de risques » du document de référence 2008 enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2009 sous le numéro R.09-038. Cette description des principaux risques reste valable à la date de diffusion du présent rapport financier semestriel pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le Groupe sur la fin de l'exercice en cours. Il n'est pas anticipé d'incertitudes ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le document de référence.

1.7. Principales conventions entre parties liées

Aucune convention entre Aéroports de Paris SA et des parties liées ayant influé significativement sur la situation financière ou les résultats de la Société, n'est intervenue au cours du 1^{er} semestre 2009.

1.8. Evénements survenus depuis le 30 juin 2009

Renouvellement du Conseil d'Administration

Lors de l'assemblée générale du 28 mai 2009, les actionnaires ont renouvelé les mandats d'administrateurs d'Aéroports de Paris de M. Jacques Gounon, M. Pierre Graff et Mme Françoise Malrieu. Ils ont par ailleurs nommé M. Henri Giscard d'Estaing, M. Jos Nijhuis et M. Pieter M. Verboom en qualité d'administrateurs. Ils ont également désigné trois censeurs, M. Vincent Capo-Canellas, M. Bernard Irion et Mme Christine Janodet.

Dans le cadre de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public, les salariés d'Aéroports de Paris et de certaines de ses filiales ont élu, à l'issue d'un vote en date du 26 juin 2009, six représentants au conseil d'administration. Il s'agit de M. Arnaud Framery (CGT), M. Serge Gentili (CGT-FO), M. Nicolas Golias (CGT), M. Frédéric Mougin (CGT), M. Jean-Paul Jouvent (UNSA-SAPAP) et M. Jean-Louis Pigeon (CFE-CGC).

Par décret en date du 8 juillet 2009, ont été nommés membres du conseil d'administration d'Aéroports de Paris, en qualité de représentants de l'Etat, M. Dominique Bureau, M. Jérôme Fournel, M. Frédéric Perrin, M. Rémy Rioux, Mme Michèle Rousseau et M. Jean-Claude Ruysschaert.

Les mandats de ces administrateurs et de ces censeurs, d'une durée de cinq ans, ont pris effet le 15 juillet 2009.

Enfin, M. Graff a été renouvelé dans ses fonctions de Président-directeur général par décret en date du 24 juillet 2009.

Emission d'un emprunt obligataire

Aéroports de Paris a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 250 millions de francs suisses dont la date de règlement et de jouissance est le 15 juillet 2009 et la date de remboursement prévue le 15 juillet 2015. Cet emprunt, émis avec une marge de re-offer de 103 points de base, est rémunéré au taux fixe de 3,125 % et bénéficie dès le départ d'une garantie de change intégrale

2. Déclaration des personnes physiques responsables du rapport financier semestriel

Responsables du rapport financier semestriel

Pierre Graff, Président-directeur général d'Aéroports de Paris.

Laurent Galzy, Directeur général adjoint finances et administration.

Attestation des responsables

Nous attestons que, à notre connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

3. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés d'Aéroports de Paris, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les éléments suivants exposés dans l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés :

- La note 3.1.3. décrit l'état des procédures en cours relatives au contrat de régulation économique;
- La note 3.3 expose le changement de méthode comptable lié à l'adoption par Aéroports de Paris de la norme IFRS 8, dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009 et qui requiert une modification de la présentation de l'information sectorielle.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 27 août 2009

Les Commissaires aux Comptes,

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Bernard Cattenoz

ERNST & YOUNG et Autres

Alain Perroux

4. Comptes consolidés semestriels résumés au 30 Juin 2009

Les comptes consolidés semestriels résumés sont présentés dans le document joint au présent rapport.

Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	1^{er} semestre 2009	1^{er} semestre 2008
Produit des activités ordinaires	7	1 285 882	1 213 952
Autres produits opérationnels courants.....	8	4 014	2 084
Production immobilisée	9	22 408	21 925
Production stockée		10	4 955
Achats consommés	10	(93 656)	(84 001)
Charges de personnel	11	(375 447)	(351 188)
Autres charges opérationnelles courantes.....	12	(421 271)	(402 051)
Dotations aux amortissements	13	(176 516)	(168 933)
Dépréciations d'actifs, nettes de reprises	13	(2 404)	(231)
Dotations aux provisions, nettes des reprises	13	4 050	56
Résultat opérationnel courant		247 071	236 568
Autres produits et charges opérationnels	14	(4 769)	(3 685)
Résultat opérationnel		242 302	232 883
Produits financiers	15	42 109	47 061
Charges financières	15	(95 072)	(89 324)
Résultat financier	15	(52 963)	(42 263)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	16	2 877	645
Résultat avant impôt		192 215	191 266
Impôts sur les résultats	17	(64 503)	(65 689)
Résultat de la période		127 713	125 577
<i>Résultat attribuable aux intérêts minoritaires</i>		444	2
<i>Résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère</i>		127 268	125 575
Résultats par action attribuables aux porteurs d'actions			
<i>ordinaires de la société mère :</i>			
Résultat de base par action (en euros)	18	1,29	1,27
Résultat dilué par action (en euros)	18	1,29	1,27

Bilan consolidé

ACTIFS	Notes	Au 30.06.2009	Au 31.12.08
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Immobilisations incorporelles	19	69 800	52 783
Immobilisations corporelles	20	5 377 580	5 400 326
Immeubles de placement	21	329 238	293 736
Participations dans les entreprises mises en équivalence	16	398 475	401 601
Autres actifs financiers non courants	22	53 936	53 553
Actifs d'impôt différé	17	1 370	1 837
Actifs non courants		6 230 398	6 203 837
Stocks	23	15 634	11 369
Clients et comptes rattachés	24	594 846	518 904
Autres créances et charges constatées d'avance.....	25	104 387	112 699
Autres actifs financiers courants	22	73 751	82 386
Actifs d'impôt exigible	17	3 338	1 448
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26	412 130	372 997
Actifs courants		1 204 086	1 099 802
TOTAL DES ACTIFS		7 434 484	7 303 638
<hr/>			
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Notes	Au 30.06.2009	Au 31.12.08
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Capital	27	296 882	296 882
Primes liées au capital	27	542 747	542 747
Actions propres	27	(2 589)	(4 190)
Écarts de conversion	27	(2 066)	(2 192)
Résultats antérieurs non distribués	27	2 128 325	1 990 910
Résultat de la période (part du groupe)		127 268	272 561
Intérêts minoritaires	27	1 209	773
Capitaux propres		3 091 776	3 097 491
Emprunts et dettes financières à long terme	29	2 336 627	2 592 052
Provisions pour engagements sociaux - part à plus d'un an	11	294 835	301 591
Autres provisions non courantes	28	-	38
Passif d'impôt différé	17	151 896	138 623
Autres passifs non courants	31	31 225	31 135
Passifs non courants		2 814 582	3 063 439
Fournisseurs et comptes rattachés	32	380 073	476 814
Autres dettes et produits constatés d'avance	33	489 694	446 763
Emprunts et dettes financières à court terme	29	542 880	92 805
Provisions pour engagements sociaux - part à moins d'un an	11	35 311	35 311
Autres provisions courantes	28	80 142	84 563
Passif d'impôt exigible	17	26	6 453
Passifs courants		1 528 126	1 142 708
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		7 434 484	7 303 638

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	1^{er} semestre 2009	1^{er} semestre 2008
Résultat opérationnel		242 302	232 884
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie :			
- Amortissements, dépréciations et provisions		164 881	167 029
- Moins-values de cession d'actifs immobilisés		(1 563)	187
- Autres		(5 100)	253
Charges financières hors coût de l'endettement net		1 679	(1 015)
Capacité d'autofinancement opérationnelle avant impôt		402 199	399 338
Augmentation des stocks		(63)	(5 753)
Augmentation des clients et autres débiteurs		(54 619)	(37 665)
Augmentation des fournisseurs et autres créditeurs		19 832	30 279
Variation du besoin en fonds de roulement		(34 850)	(13 138)
Impôts sur le résultat payés		(58 312)	(72 091)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		309 037	314 108
Acquisition de filiales (nette de la trésorerie acquise)	34	(25 840)	-
Investissements corporels et incorporels	34	(183 416)	(201 919)
Acquisitions de participations non intégrées		(170)	(78)
Variation des autres actifs financiers		7 643	3 815
Produits provenant des cessions d'immobilisations corporelles		1 844	121
Dividendes reçus		5 740	276
Variation des dettes et avances sur acquisitions d'immobilisations		(89 753)	(101 639)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(283 952)	(299 424)
Subventions reçues au cours de la période		1 874	-
Produits de l'émission d'actions ou autres instruments de capitaux propres		-	29
Achats d'actions propres (nets de cessions)		1 935	(1 120)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(136 490)	(161 224)
Dividendes versés aux minoritaires dans les filiales		(9)	-
Encaissements provenant des emprunts à long terme		201 463	1 135
Remboursement des emprunts à long terme		(6 050)	(4 280)
Variation des autres passifs financiers		301	(755)
Intérêts payés		(111 692)	(125 138)
Produits financiers encaissés		44 714	62 768
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		(3 953)	(228 585)
Incidences des variations de cours des devises		15	(7)
Variation de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		21 146	(213 909)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	34	364 605	507 802
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	34	385 751	293 893

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Ecart de conversion	Réserve de juste valeur	Résultats non distribués	Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 01/01/2008	296 882	542 747	(3 704)	(1 270)	-	2 152 931	2 987 586	-	2 987 586
Résultat global du 1 ^{er} semestre 2008.....				(138)		125 575	125 437	2	125 439
Mouvements sur actions propres			(701)			(419)	(1 120)		(1 120)
Dividendes						(161 224)	(161 224)		(161 224)
Autres variations						(2)	(2)	28	27
Situation au 30/06/2008	296 882	542 747	(4 405)	(1 408)	-	2 116 862	2 950 678	30	2 950 708

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Ecart de conversion	Réserve de juste valeur	Résultats non distribués	Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 01/01/2009	296 882	542 747	(4 190)	(2 192)	-	2 263 471	3 096 718	773	3 097 491
Résultat global du 1 ^{er} semestre 2009.....				126		128 283	128 409	426	128 835
Mouvements sur actions propres			1 601			334	1 935		1 935
Dividendes						(136 490)	(136 490)	(9)	(136 499)
Autres variations						(5)	(5)	19	14
Situation au 30/06/2009	296 882	542 747	(2 589)	(2 066)	-	2 255 593	3 090 567	1 209	3 091 776

Voir les commentaires en note 27.

État du résultat global

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	127 713	125 577
Autres éléments de résultat global pour la période, nets d'impôt :		
- Différences de conversion	108	(138)
- Autres variations	1 014	-
Total	1 122	(138)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL POUR LA PÉRIODE	128 835	125 439
Résultat global total pour la période attribuable :		
- aux intérêts minoritaires	426	2
- aux propriétaires de la société mère	128 409	125 437

Annexe aux comptes consolidés

Note 1 - Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2009 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 - *Information financière intermédiaire*. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Note 2 - Remarques liminaires

AÉROPORTS DE PARIS est une entreprise qui est domiciliée en France. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les six mois écoulés au 30 juin 2009 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe »), ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration le 27 août 2009.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 sont disponibles sur demande au siège social de la Société situé au 291, boulevard Raspail – 75014 Paris ou sur www.aeroportsdeparis.fr.

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Note 3 - Comparabilité des exercices

3.1. Evénements significatifs

3.1.1. *Accord de coopération industrielle*

Aéroports de Paris et Schiphol Group ont conclu un accord de coopération industrielle de long terme et de prise de participations croisées effectif au 1er décembre 2008, chacune des sociétés prenant une participation de 8 % dans le capital de l'autre. Cet accord de coopération industrielle entre deux des plus importants groupes aéroportuaires européens constitue une initiative stratégique majeure qui devrait produire des bénéfices réciproques significatifs pour les deux sociétés dans tous les domaines clés de leurs activités.

D'une durée initiale de douze ans, l'accord de coopération industrielle s'appuie sur une structure de gouvernance efficace et équilibrée afin d'en assurer la réussite :

un Comité de Coopération Industrielle supervise la coopération. Il est composé de quatre représentants de chaque société et présidé à tour de rôle par le Président-directeur général d'Aéroports de Paris et le « Chief Executive Officer » de Schiphol Group.

huit Comités de Pilotage, co-présidés par les deux sociétés et composés d'un nombre égal de représentants de chaque société, sont chargés de mettre en place la coopération dans les huit domaines de coopération : développement du double hub et de l'attractivité du réseau, opérations aéroportuaires, activités commerciales, développement international, immobilier, télécommunications et « IT », développement durable et achats.

Par ailleurs le Président-Directeur général d'Aéroports de Paris a été nommé au conseil de surveillance de Schiphol Group et à son comité d'audit ; réciproquement, le « Chief Executive Officer » et le « Chief Financial Officer » de Schiphol Group ont été nommés au conseil d'administration d'Aéroports de Paris et le « Chief Executive Officer » de Schiphol Group est devenu membre du comité de la stratégie et des investissements.

Aéroports de Paris et Schiphol Group ont identifié des synergies combinées de revenus et de coûts qui produiront des effets à partir de l'année 2010.

Le prix d'acquisition par Aéroports de Paris des actions de Schiphol Group représentant 8% du capital et des droits de vote de la société s'élève à 375,1 millions d'euros dont 5,5 millions d'euros de frais d'acquisition.

3.1.2. Réorganisation des activités assistance en escale

Pour rétablir l'équilibre économique de cette activité, Aéroports de Paris regroupe l'ensemble de ses activités d'assistance en escale dans une filiale unique (Alyzia).

La Direction souhaitant privilégier le dialogue social a engagé une négociation en vue de définir les mesures proposées dans le cadre du dispositif d'accompagnement social.

Au terme de plusieurs réunions avec les partenaires sociaux, le Conseil d'administration du 27 septembre 2007 a décidé de la mise en œuvre de cette réorganisation.

Depuis le mois d'octobre 2007, des réunions d'information collectives présentant l'ensemble du dispositif d'accompagnement social aux salariés ont été organisées conjointement par la Direction des Ressources Humaines et la Direction de l'Escale.

Les repositionnements internes et les mobilités vers Alyzia ont débuté dès le 1^{er} semestre 2008 et se sont poursuivis jusqu'au 1^{er} semestre 2009. Parallèlement les

salariés ayant fait le choix d'une mobilité hors du Groupe sont accompagnés par des conseillers professionnels externes pour mener à bien leur projet.

A compter du 3 mars 2009, l'activité d'assistance en escale est entièrement opérée par le groupe Alyzia.

Un bilan, au 31 décembre 2008, des mesures pour l'emploi mises en œuvre à partir du 28 septembre 2007 a été présenté au Comité d'entreprise du 8 Janvier 2009. Ce bilan fait apparaître que plus de 99% des salariés concernés disposent d'une solution réalisée ou prévue.

En tenant compte des différents types de mobilités mis en œuvre, le coût du plan d'accompagnement est estimé au 30 Juin 2009 à 41,7 M€ (dont 4,3 M€ de charges diverses liées à la restructuration de l'Escale). Ce coût est à comparer à l'estimation initiale de 48,5 M€. La diminution du coût du plan est essentiellement due à la durée de présence plus courte des salariés dans le dispositif de cessation anticipée d'activité (C2A) que prévue initialement.

Les charges réalisées sur le premier semestre 2009 dans le cadre du plan Escale sont de 8,6 M€ et la reprise nette de provisions s'établit à 4,1 M€. La charge nette de la période est donc de 4,5 M€. Le cumul des charges ainsi comptabilisées à ce titre depuis 2007 s'élève à 21 M€. La différence entre le montant des charges restant à comptabiliser, soit 20,7 M€, et la provision résiduelle de 15,5 M€ représente les charges de période qui seront constatées dans les comptes en charges non courantes au fur et à mesure de leur survenance.

3.1.3. Tarif des redevances

Par décision du 11 juillet 2007, le Conseil d'État a annulé, sur requête de plusieurs associations de transporteurs aériens, les décisions tarifaires 2006 d'Aéroports de Paris applicables aux seules redevances aéroportuaires pour services rendus, au motif que toutes les règles de procédure n'avaient pas été respectées.

En outre, différents organismes, dont Ryanair et Fedex, ont déposé des recours en annulation devant le Conseil d'État contre les tarifs des redevances 2007. Ryanair et Fedex ont été déboutées par le Conseil d'État en mars 2008.

Tirant les conséquences de la décision du Conseil d'État précitée du 11 juillet 2007, Aéroports de Paris a repris la procédure de fixation des tarifs 2006 et a également, par sécurité, repris la procédure de fixation des tarifs 2007. A l'issue de ces nouvelles procédures, l'État a de nouveau homologué, les tarifs 2006 et 2007 de ces redevances, fixées avec effet rétroactif à des niveaux inchangés par rapport à ceux initialement fixés.

Aéroports de Paris considère en effet que la décision précitée du Conseil d'État ne remet pas en cause le niveau des tarifs considérés et n'implique pas le remboursement par Aéroports de Paris des sommes correspondantes. Aéroports de Paris considère également qu'au cas d'espèce, des décisions avec effet rétroactif sont juridiquement fondées.

Néanmoins des recours ont été engagés par des transporteurs aériens aux fins de remboursement de la partie des facturations 2006 et 2007 qu'ils jugent indue au regard de la décision du Conseil d'État. Une association de compagnies aériennes (SCARA, Syndicat des compagnies aériennes autonomes) a également contesté, devant le Conseil d'État, notamment le caractère rétroactif des nouvelles décisions tarifaires 2006 et 2007 prises par Aéroports de Paris, ainsi que le niveau des tarifs. Par ailleurs la FNAM (Fédération nationale de l'Aviation marchande) a déposé, en février 2008, un recours devant le Conseil d'État contre les mêmes décisions tarifaires.

Des recours en annulation ont en outre été déposés par le SCARA et la FNAM, en avril 2008 puis en avril 2009, contre respectivement les décisions tarifaires 2008 et 2009 d'Aéroports de Paris et contre les décisions d'homologation de ces tarifs par l'État.

Aéroports de Paris rappelle enfin que le 25 avril 2007, le Conseil d'État a confirmé la validité du contrat de régulation économique (CRE) conclu le 6 février 2006 entre l'État et Aéroports de Paris pour la période 2006-2010.

Il convient de rappeler l'existence de requêtes déposées par Air France et le SCARA contre la "Redevance badges". Le Conseil d'État en date du 19 février 2009 a rejeté ces requêtes.

En dernier lieu, le SCARA a déposé en juillet 2009 une requête devant le Conseil d'État contre la décision implicite de rejet opposée par l'État à la demande du SCARA tendant à ce qu'il soit mis fin au contrat de régulation économique (CRE) sur le fondement de l'article V-2 dudit contrat.

3.1.4. Trieur Bagage Est

En septembre 2007 Aéroports de Paris a réceptionné le Trieur Bagage Est (TBE) situé sur la plateforme de Paris-CDG à Roissy.

Ce TBE a été réalisé par la société CEGELEC titulaire du marché, ayant comme sous-traitants les sociétés Siemens SAS et FKI Logistex. Il a été mis en exploitation par Aéroports de Paris en octobre 2007. La maintenance est assurée par la société CEGELEC.

Ce trieur a une double vocation, trier les bagages enregistrés au terminal 2E et trier des bagages en correspondance au sein du Hub de CDG.

À partir d'octobre 2007, Aéroports de Paris, en lien avec les compagnies concernées, a engagé une montée en charge progressive, mobilisant l'ensemble des acteurs concernés pour permettre à l'installation d'atteindre son plein régime.

Des adaptations et des réglages techniques et mécaniques sont en cours pour faire progresser l'exploitation de l'installation vers de meilleures performances.

Le 26 juin 2009, Aéroports de Paris a déposé une requête devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise statuant en référé aux fins de solliciter une expertise ayant pour objet de lui permettre d'avoir une description et une connaissance objective et impartiale de cette installation.

3.1.5. Suites de l'accident en 2004 du Terminal 2E

Dans le cadre de l'expertise civile, la compagnie AIR FRANCE – KLM, les sociétés AELIA, ELIOR, PAP (Phoenix Aelia Partenaire) et AÉROPORTS DE PARIS ont déposé des réclamations aux fins de faire chiffrer par les experts judiciaires le quantum de leurs préjudices.

Leurs préjudices financiers sont constitués soit de coûts supplémentaires soit de pertes d'exploitation induites par l'indisponibilité de l'ouvrage.

Le quantum de ces préjudices a été évalué par les experts judiciaires dans leur rapport d'expertise déposé le 20 juillet 2009 mais le caractère indemnisable des préjudices, leur évaluation définitive ainsi que les modalités de leur prise en charge restent à établir par les tribunaux qui pourraient être saisis. Aéroports de Paris estime en l'état actuel du dossier ne pas avoir à connaître d'incidence défavorable sur ses comptes.

La jetée du terminal 2E a été remise en exploitation début avril 2008.

3.1.6. Contrôle fiscal

La vérification de la comptabilité de la société AÉROPORTS DE PARIS sur les exercices 2003 et 2004, commencée en 2006, s'est achevée en juillet 2007.

Les rappels non contestés ont été réglés au cours du contrôle. Les éléments contestés sont provisionnés dans les comptes d'AÉROPORTS DE PARIS en provisions pour impôts.

3.2. Changement du mode d'évaluation des indemnités de fin de carrière en 2008

Selon IAS 19, si les services rendus au cours de périodes ultérieures aboutissent à un niveau de droits supérieur de façon significative à celui des périodes antérieures, les droits doivent être comptabilisés sur une base linéaire entre le début de carrière et la date à laquelle les services supplémentaires rendus par les salariés ne généreront plus un montant significatif de droits supplémentaires en vertu du régime.

Jusqu'au 30 juin 2008, Aéroports de Paris affectait les droits en matière d'indemnités de fin de carrière aux périodes de service en fonction du barème dégressif en fonction du nombre d'années de présence prévu par l'accord collectif en vigueur dans l'entreprise.

Cette approche a été revue. En France, les droits au titre des indemnités de fin de carrière n'étant acquis qu'au moment du départ en retraite, les engagements sont désormais reconnus de manière linéaire sur la carrière des salariés.

Conformément à IAS 8, ce changement a été comptabilisé de façon rétrospective. Il s'était traduit, dans les comptes consolidés 2008, par une diminution de la provision de 53.685 milliers d'euros avant impôt (35.201 milliers d'euros après impôt) à l'ouverture du premier exercice présenté, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 2007, et de 54.221 milliers d'euros avant impôt (35.551 milliers d'euros après impôt) au 31 décembre 2007. Ce changement a par ailleurs donné lieu à un retraitement du résultat du 1^{er} semestre 2008 conduisant à un gain de 1.365 milliers d'euros avant impôt (895 milliers d'euros après impôt).

3.3. Changements de méthodes comptables

Les règles et méthodes appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2008 à l'exception de l'adoption des normes / interprétations suivantes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009 :

- IFRS 8 - Secteurs opérationnels (approuvée en novembre 2007) ; cette nouvelle norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur et de leur allouer des ressources.

Précédemment, le Groupe présentait une information sectorielle basée sur ses secteurs d'activités. La segmentation désormais retenue par le Groupe comporte cinq secteurs opérationnels, contre quatre précédemment :

- Activités aéronautiques : redevances aéronautiques, redevances spécialisées, taxe d'aéroport, autres ;
- Commerces et services : revenus commerciaux (y compris ceux des filiales de distribution commerciale en aéroports, Société de Distribution Aéroportuaire et Duty Free Paris) locations en aérogares, parcs et accès, prestations industrielles, autres ;
- Immobilier : périmètre inchangé ;
- Escal et prestations annexes : périmètre inchangé ;
- Autres activités (diversification) : Hub télécom, ADP Ingénierie, Aéroports de Paris Management et Aéroports de Paris SA.

Cette nouvelle présentation, qui rend nos publications plus aisément comparables à celles de nos pairs européens, a pour principaux effets :

- l'éclatement de l'ancien segment services aéroportuaires en deux nouveaux secteurs : « activités aéronautiques » et « commerces et services » ;
 - le regroupement au sein du nouveau secteur « commerces et services » de l'ensemble des activités commerciales (boutiques, bars et restaurants, parcs de stationnement, locations en aérogares notamment). Les activités des filiales de distribution commerciale en aéroports (Société de Distribution Aéroportuaire, Duty Free Paris) se trouvent désormais dans ce secteur ;
 - l'affectation sur les cinq secteurs des Frais Siège précédemment non affectés.
-
- IAS 1 (révisée) – Présentation des états financiers (approuvée en décembre 2008) ; cette norme révisée introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. L'état du résultat global peut être présenté soit dans un état unique (comprenant à la fois le compte de résultat et toutes les variations de capitaux propres qui n'interviennent pas avec les propriétaires dans un état unique), soit dans deux états comprenant un compte de résultat et un état séparé reprenant le résultat et

les autres éléments du résultat global (« other comprehensive income »). Le Groupe a choisi de présenter le résultat global dans un état séparé ;

- IAS 23 (révisée) - Coûts d'emprunts (approuvée en décembre 2008) ; cette norme révisée supprime l'option consistant à comptabiliser en charges les coûts d'emprunt et impose qu'une entité immobilise, en tant que composant du coût de l'actif, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. En accord avec les dispositions transitoires, le Groupe a appliqué IAS 23 révisée aux actifs qualifiés pour lesquels l'incorporation des coûts d'emprunt débutera à compter de la date d'entrée en vigueur de la norme. En conséquence il n'y a pas d'impact sur les périodes antérieures présentées dans les états financiers consolidés 2009 du Groupe. En outre, l'impact sur les comptes du 1^{er} semestre 2009 s'avère non significatif, compte tenu de la non prise en compte des projets ayant commencé avant 2009 ;
- Amendement à IFRS 2 - Conditions d'acquisition des droits et annulations (approuvés en décembre 2008) ;
- IFRIC 14 – Limitation de l'actif au titre des prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction (approuvée en décembre 2008) ;
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation des clients (approuvée en décembre 2008) ;
- Amendements à IAS 32 et IAS 1 - Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation (approuvés en janvier 2009) ;
- Amendements à IFRS 1 et IAS 27 - Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée (approuvés en janvier 2009) ;
- Améliorations des IFRS, à l'exception de la norme IFRS 5 applicable à compter de 2010 (approuvées en janvier 2009). Dans le cadre des améliorations concernant la norme IAS 40 – Immeubles de placement, les en-cours de Constructions sont désormais inclus dans la valeur des Immeubles de placement à l'actif du bilan (*cf. note 21*).

L'adoption des nouvelles normes et interprétations, autres que IFRS 8, IAS 1 révisée et IAS 23 révisée, n'a pas d'incidence sur les comptes du Groupe au 30 juin 2009.

Il est rappelé que le Groupe n'a pas opté précédemment pour une comptabilisation en capitaux propres de la totalité des écarts actuariels au titre de régimes à prestations définies, telle que prévue par l'amendement d'IAS 19.

En outre, conformément à IAS 8.30, AÉROPORTS DE PARIS a choisi de ne pas appliquer par anticipation certaines normes approuvées par l'Union Européenne mais d'application non obligatoire en 2009, notamment :

- IFRS 3 (révisée) - Regroupements d'entreprises (approuvée en juin 2009) ;
- IFRIC 12 – Accords de concession de services (approuvée en mars 2009) ;

- IFRIC 16 - Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger (approuvée en juin 2009)
- Amendements à IAS 27 - États financiers consolidés et individuels (approuvés en juin 2009) ;

Enfin, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2009 :

- IFRS 1 (version restructurée) – Première adoption des IFRS ;
- IFRIC 15 – Contrats de construction de biens immobiliers (approuvée en juillet 2009) ;
- IFRIC 17 - Distributions en nature aux actionnaires ;
- IFRIC 18 - Transferts d'actifs des clients ;
- Amendements à IAS 39 et IFRS 7 (version modifiée en novembre 2008) - Reclassement d'actifs financiers ;
- Amendements à IFRS 1 – Exemptions supplémentaires pour les premiers adoptants ;
- Amendements d'IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation : Éléments éligibles à la couverture ;
- Amendements à IFRS 7 - Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers ;
- Amendements à IFRIC 9 et IAS 39 – Dérivés incorporés ;
- Amendements à IFRS 2 - Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie (publiée en juillet 2009)
- Améliorations des IFRS 2007 à 2009.

AÉROPORTS DE PARIS n'anticipe pas d'incidences significatives résultant de l'application de ces normes et interprétations.

3.4. Evolution du périmètre de consolidation

3.4.1. *Prise d'une participation croisée dans Schiphol Group en 2008*

Comme mentionné en note 3.1.1, Aéroports de Paris et Schiphol Group ont procédé, en date du 1^{er} décembre 2008, à une prise de participation croisée de 8%. Celle d'Aéroports de Paris s'est faite par le biais d'une souscription à une augmentation de capital réservée de Schiphol Group pour 369,6 millions d'euros. Compte tenu des frais d'acquisition, soit 5,5 millions d'euros, le coût total d'acquisition s'élève à 375,1 millions d'euros.

Cette participation est comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence en raison de l'influence notable qu'Aéroports de Paris exerce sur Schiphol Group. En effet, bien que le taux de participation soit inférieur au seuil habituel de 20%, l'influence notable a été établie sur la base des considérations suivantes :

- les deux groupes ont signé un accord de coopération industrielle à long terme et de prise de participations croisées ;
- un Comité de Coopération Industrielle a été créé afin de superviser la coopération entre les deux sociétés dans huit domaines de coopération. Ce comité est composé de quatre représentants de chaque société et présidé à tour de rôle par le Président-directeur général d'Aéroports de Paris et le "Chief Executive Officer" de Schiphol Group ;
- le Président-directeur général d'Aéroports de Paris a été nommé au conseil de surveillance de Schiphol Group et présenté au conseil de surveillance pour devenir membre du comité d'audit ;
- les développements aéroportuaires internationaux sont menés conjointement.

Suite à la prise de participation dans Schiphol Group au 1^{er} décembre 2008, Aéroports de Paris doit, conformément à la norme IFRS 3 "Regroupements d'Entreprises", allouer, dans les 12 mois suivants l'acquisition, le coût de cette acquisition aux actifs et passifs de Schiphol Group, assumés à leur juste valeur à la date de l'acquisition, le solde éventuellement non affecté étant traité comme un goodwill non amortissable.

Lors de l'établissement des comptes annuels, toutes les informations n'étaient toutefois pas disponibles pour procéder à l'affectation définitive du coût d'acquisition conformément à IFRS 3.

Au cours du premier semestre 2009, Aéroports de Paris a réalisé des travaux d'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs de Schiphol Group au 1^{er} décembre 2008. Les résultats définitifs de cet exercice d'allocation du coût d'achat seront publiés lors de la clôture à fin décembre 2009.

3.4.2. *Autres mouvements*

Le seul mouvement enregistré au cours du 1^{er} semestre 2009 concerne l'entrée dans le périmètre de consolidation du groupe MASTERNAUT au 8 avril 2009, suite à la prise de contrôle à 100% par HUB TELECOM de la société-mère de ce sous-groupe, à savoir MASTERNAUT INTERNATIONAL ainsi que de ses principales filiales MASTERNAUT SAS, SOFTRACK et MASTERNAUT TELEMATICS.

Le coût de cette acquisition s'élève à 21,2 millions d'euros (frais d'acquisition compris), dégageant un goodwill provisoire de 7,8 millions d'euros qui pourra donner lieu, dans les douze mois de l'acquisition, à des ajustements liés à l'attribution définitive des justes valeurs aux actifs et passifs identifiables de ce sous-groupe, conformément à IFRS 3 § 62.

En outre, il convient de rappeler les modifications suivantes intervenues au cours du 2nd semestre 2008, à savoir l'entrée dans le périmètre de consolidation de :

- ADPI Libya à hauteur de 65%, suite à la prise de contrôle de cette société par ADP Ingénierie ;
- Duty Free Paris, suite à la prise de participation par Aéroports de Paris, fin décembre, de 50 % dans le capital de cette entreprise détenue conjointement avec The Nuance Group.

Note 4 - Règles et méthodes comptables

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Les estimations effectuées concernent essentiellement les normes IAS 19, IAS 37 et la juste valeur des immeubles de placement présentée en annexe.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, les jugements significatifs exercés par la direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux et celles décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Note 5 - Soldes intermédiaires de gestion

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	1^{er} semestre 2009	1^{er} semestre 2008	Variation 2009 / 2008
Produit des activités ordinaires	7	1 285 882	1 213 952	+5,9%
Production immobilisée et stockée	9	22 418	26 880	-16,6%
Production de l'exercice		1 308 300	1 240 831	+5,4%
Achats consommés	10	(93 656)	(84 001)	+11,5%
Services et charges externes	12	(328 159)	(303 518)	+8,1%
Valeur ajoutée		886 485	853 312	+3,9%
Charges de personnel	11	(375 447)	(351 188)	+6,9%
Impôts et taxes	12	(82 074)	(81 538)	+0,7%
Autres charges d'exploitation.....	12	(11 038)	(16 995)	-35,1%
Autres produits opérationnels courants.....	8	4 014	2 084	+92,6%
Dépreciations de créances, nettes de reprises	13	(2 380)	(213)	+1017,1%
Dotations aux provisions, nettes des reprises	13	4 050	56	+7097,3%
EBITDA		423 610	405 518	+4,5%
<i>Ratio EBITDA / Produit des activités ordinaires</i>		<i>32,9%</i>	<i>33,4%</i>	
Dotations aux amortissements	13	(176 516)	(168 933)	+4,5%
Dépreciations d'immobilisations, nettes de reprises	13	(24)	(18)	+33,3%
Résultat opérationnel courant		247 071	236 568	+4,4%
Autres produits et charges opérationnels	14	(4 769)	(3 685)	+29,4%
Résultat opérationnel		242 302	232 883	+4,0%
Résultat financier	15	(52 963)	(42 263)	+25,3%
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	16	2 877	645	+345,8%
Résultat avant impôt		192 215	191 266	+0,5%
Impôts sur les résultats	17	(64 503)	(65 689)	-1,8%
Résultat de la période		127 713	125 577	+1,7%
<i>Résultat attribuable aux intérêts minoritaires</i>		<i>444</i>	<i>2</i>	
<i>Résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère</i>		<i>127 268</i>	<i>125 575</i>	<i>+1,3%</i>

Note 6 - Information sectorielle

Les revenus et le résultat du Groupe AÉROPORTS DE PARIS se décomposent de la manière suivante :

1 ^{er} semestre 2009							
(en milliers d'euros)	Activités aéronautiques	Commerces & services	Escale & prestations annexes	Immobilier	Autres activités	Elimina- tions inter- segments	Total
Produit des activités ordinaires	692 220	430 898	94 027	107 788	123 485	(162 536)	1 285 882
- dont produits réalisés avec des tiers	689 761	342 724	62 276	83 839	107 284		1 285 882
- dont produits inter-segment	2 460	88 175	31 751	23 950	16 202	(162 536)	0
Dotation aux amortissements	(113 593)	(38 342)	(1 217)	(15 466)	(7 510)	146	(175 982)
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	(6 370)	(1 609)	(960)	8 571	885		518
Résultat opérationnel courant	40 876	159 762	(3 001)	46 747	2 418	270	247 071
Résultat opérationnel	40 608	159 762	(7 502)	46 747	2 418	270	242 302
Résultat des participations mises en équivalence				574	2 303		2 877
Produits financiers (charges financières) net(te)s							(52 963)
Impôt sur les sociétés							(64 503)
Résultat de la période							127 713

1 ^{er} semestre 2008							
(en milliers d'euros)	Activités aéronautiques	Commerces & services	Escale & prestations annexes	Immobilier	Autres activités	Elimina- tions inter- segments	Total
Produit des activités ordinaires	647 284	424 996	97 338	102 196	98 732	(156 593)	1 213 952
- dont produits réalisés avec des tiers	643 950	341 309	67 977	77 178	83 538		1 213 952
- dont produits inter-segment	3 334	83 687	29 361	25 018	15 194	(156 593)	0
Dotation aux amortissements	(105 400)	(39 896)	(1 328)	(15 408)	(7 028)	148	(168 912)
Autres produits (charges) sans contrepartie en trésorerie	746	(4 431)	265	3 399	(778)		(799)
Résultat opérationnel courant	49 824	151 146	(9 246)	38 004	6 693	148	236 569
Résultat opérationnel	48 818	151 146	(11 925)	38 004	6 693	148	232 884
Résultat des participations mises en équivalence				776	(131)		645
Produits financiers (charges financières) net(te)s							(42 263)
Impôt sur les sociétés							(65 689)
Résultat de la période							125 577

Le résultat du 1^{er} semestre 2008 tient compte de l'impact du changement du mode d'évaluation des indemnités de fin de carrière (*cf. note 3.2*), soit +895 milliers d'euros après impôt.

Note 7 - Produit des activités ordinaires

Au 30 juin 2009, la ventilation du produit des activités ordinaires s'établit comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Redevances aéronautiques	375 972	376 440
Redevances spécialisées	87 949	63 399
Activités commerciales	179 399	180 451
Parcs et accès	71 336	77 762
Prestations industrielles	39 956	40 411
Taxe d'aéroport	207 405	185 851
Recettes locatives	134 965	111 456
Assistance aéroportuaire	62 275	67 976
Autres recettes	124 695	108 102
Produits financiers liés à l'activité	1 932	2 104
Total	1 285 882	1 213 952

La répartition par société du produit des activités ordinaires est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Produits sociaux	Eliminations & retraitements	Contributions 1 ^{er} semestre 2009	Contributions 1 ^{er} semestre 2008
AÉROPORTS DE PARIS	1 138 263	(52 606)	1 085 657	1 040 866
VOYAGES-AÉROPORTSDEPARIS.COM.....	8		8	-
ADP INGÉNIERIE	52 290	(6 713)	45 577	41 733
ADPI MIDDLE EAST	2 028	(2 028)	(0)	-
ADPI LIBYA	14 484	(33)	14 451	-
AÉROPORTS DE PARIS MANAGEMENT	5 779	(337)	5 442	5 928
JORDAN AIRPORT MANAGEMENT			-	-
HUB TÉLÉCOM.....	40 513	(14 464)	26 050	25 935
HUB TÉLÉCOM RÉGION	5 646		5 646	8 107
MASTERNAUT INTERNATIONAL			-	-
MASTERNAUT	8 149		8 149	
MASTERNAUT TELEMATICS	49	(49)	-	
SOFTRACK	387		387	
ALYZIA HOLDING			-	-
ALYZIA	67 127	(62 492)	4 635	3 117
ALYZIA SURETE	26 534	(26 045)	489	191
SAPSER	-	-	-	921
SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION AÉROPORTUAIRE (1) ..	87 629		87 629	87 154
DUTY FREE PARIS (1).....	1 764		1 764	
Total	1 450 649	(164 767)	1 285 882	1 213 952

(1) Ces sociétés étant intégrées proportionnellement, les montants apparaissant sur cette ligne ne représentent que 50% du produit des activités ordinaires de ces entités.

Note 8 - Autres produits opérationnels courants

Les autres produits opérationnels courants se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Subventions d'investissement réintégrées au compte de résultat	846	813
Plus-values de cessions d'immobilisations	1 577	48
Autres produits	1 591	1 223
Total	4 014	2 084

Note 9 - Production immobilisée

La production immobilisée s'analyse ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Frais d'Etudes et de Surveillance de Travaux (FEST)	21 622	21 803
Autres	786	122
Total	22 408	21 925

Les Frais d'Etudes et de Surveillance des Travaux (FEST) correspondent à la capitalisation de prestations internes d'ingénierie effectuées dans le cadre des projets d'investissements. Les frais ainsi capitalisés comprennent essentiellement des charges de personnel ainsi que des frais de fonctionnements directement affectés à ces projets.

Note 10 - Achats consommés

Le détail des achats consommés est le suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Achats de marchandises	(37 573)	(38 532)
Gaz et autres combustibles.....	(14 582)	(13 871)
Electricité	(12 226)	(11 056)
Autres achats.....	(29 275)	(20 541)
Total	(93 656)	(84 001)

Les achats de marchandises concernent principalement ceux de la Société de Distribution Aéroportuaire.

Note 11 - Coût des avantages du personnel

11.1. Charges de personnel et effectifs

L'analyse des charges de personnel est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Salaires et traitements	248 741	231 733
Charges sociales	119 232	107 768
Participation et intéressement	10 911	12 448
Dotations aux provisions pour engagements sociaux	11 843	11 023
Reprises de provisions pour engagements sociaux	(15 280)	(11 784)
Total	375 447	351 188

Ces montants ne comprennent pas les provisions liées à la réorganisation des activités d'assistance en escale et classées dans les Autres produits et charges opérationnels (cf. note 14).

- en 2009 une reprise nette de +3.320 milliers d'euros ;
- en 2008 une dotation nette de -94 milliers d'euros.

L'effectif moyen salarié se ventile comme suit :

	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Cadres	1 833	1 604
Agents de maîtrise	5 731	5 604
Employés et ouvriers.....	4 427	4 406
Effectif salarié moyen	11 990	11 613
<i>Dont</i> ADP	7 120	7 394
ADP INGÉNIERIE	554	359
AÉROPORTS DE PARIS MANAGEMENT	43	36
Groupe HUB TÉLÉCOM.....	440	292
Groupe ALYZIA	3 378	3 127
SDA (50%).....	414	405
DFP (50%).....	41	0

11.2. Avantages du personnel à long terme

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont identiques à celles du 31 décembre 2008, à savoir :

	Cadres	Haute Maîtrise	Employés & Maîtrise	Global ADP
Taux d'actualisation	-	-	-	5,30%
Taux attendu de rendement des actifs du régime.....	-	-	-	4,00%
Hausse future des salaires	4,80%	4,30%	4,30%	-
Hausse future des dépenses de santé	-	-	-	4,00%
Age moyen de départ en retraite (*)	63 ans	63 ans	60 ans	-

(*) Au-delà de 2008, une majoration des âges de départ a été prise en compte de manière à atteindre progressivement les âges respectifs de 65 ans pour les catégories Cadres et Haute Maîtrise et 62 ans pour la catégorie Employés et Maîtrise.

Variation, décomposition et réconciliation des engagements, des actifs et des passifs comptabilisés dans le bilan et impacts sur les charges de la période :

(en milliers d'euros)

	IFC	PARDA et autres mesures d'âge	Retraite des pompiers	Retraite à prestation définie	Couverture santé	Médailles d'honneur et du travail	Total au 30.06.2009
Valeur actualisée de l'engagement à l'ouverture	152 951	33 564	1 328	15 912	75 001	1 672	280 429
Ecart actuariels de la période	(1 637)	(52)	109	(35)	2 138	36	559
Actualisation de l'engagement	3 747	429	40	420	1 987	26	6 649
Droits acquis au cours de la période	4 531	627	18	359	-	45	5 579
Prestations servies	(5 796)	(7 532)	(287)	(1 065)	(2 230)	(168)	(17 079)
Impact de la réorganisation de l'Escale	-	424	-	-	-	-	424
Valeur actualisée de l'engagement à la clôture	153 796	27 460	1 207	15 590	76 896	1 611	276 560
Valeur de marché des actifs du régime à la clôture	(3 558)	(1 083)	(80)	(1 033)	-	-	(5 754)
Ecart actuariels non comptabilisés	21 454	(3 062)	(93)	1 950	(2 223)	-	18 027
Coût des services passés non comptabilisés	(68)	-	-	(11 096)	52 477	-	41 312
Passifs comptabilisés au bilan	171 624	23 315	1 035	5 411	127 150	1 611	330 146
Coût financier de l'actualisation de l'engagement	3 747	429	40	420	1 987	26	6 649
Rendement attendu des actifs financiers du régime	(70)	(21)	(3)	(5)	-	-	(99)
Amortissement des écarts actuariels	(226)	1 521	-	(20)	-	36	1 311
Coût des services passés	-	-	-	391	(3 965)	-	(3 574)
Coût des services rendus au cours de la période	4 531	627	18	359	-	45	5 579
Dotations nettes liées à la réorganisation de l'Escale ...	-	457	-	-	-	-	457
Charge de la période	7 981	3 013	55	1 144	(1 978)	107	10 322

Les flux expliquant la variation des provisions sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dette actuarielle	Juste valeur des actifs de couverture	Dette actuarielle nette	Ecarts actuariels différés	Coût des services passés non comptabilisés	Provision nette
Au 1er janvier 2009	280 429	(5 655)	274 774	17 242	44 887	336 902
Effet de l'actualisation	6 649	-	6 649	-	-	6 649
Droits acquis au cours de l'exercice	5 579	-	5 579	-	-	5 579
Produits financiers	-	(99)	(99)	-	-	(99)
Ecarts actuariels de la période	559	-	559	(559)	-	-
Amortissements des écarts actuariels	-	-	-	1 311	-	1 311
Amortissements du coût des services passés.....	-	-	-	-	(3 574)	(3 574)
Impact de la réorganisation de l'Escale	424	-	424	33	-	457
Flux de trésorerie:						
- Paiements aux bénéficiaires	(17 079)	-	(17 079)	-	-	(17 079)
- Cotisations versées	-	-	-	-	-	-
- Paiement reçus de tiers	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2009	276 560	(5 754)	270 806	18 027	41 312	330 146

Les provisions pour engagements sociaux ont évolué comme suit au passif du bilan :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2009
Provisions au 1^{er} janvier	336 902
Augmentations:	
- Dotations	12 299
- Autres variations	1
Total augmentations	12 300
Diminutions:	
- Provisions utilisées	(17 078)
- Provisions devenues sans objet	(1 978)
Total diminutions	(19 056)
Provisions au 30 juin	330 146

Les parts non courantes et courantes de ces provisions s'établissent ainsi:

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009
Présentation au bilan :	
- Part non courante	294 835
- Part courante	35 311
Total	330 146

Les engagements sociaux, qui sont détaillés par nature en note 11.2 ci-dessus, comprennent notamment 13.974 milliers d'euros au titre de la réorganisation des activités assistance en escale (*cf. note 3.1.2*).

Le rapprochement entre les variations bilantielles et le compte de résultat se présente ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009
Au bilan :	
- Dotations	12 299
- Provisions utilisées	(17 078)
- Provisions devenues sans objet	(1 978)
Dotations nettes au bilan	(6 757)
Au compte de résultat :	
- Dotations aux provisions courantes pour engagements sociaux <i>(cf. note 11)</i>	11 843
- Reprises de provisions pour engagements sociaux <i>(cf. note 11)</i>	(15 280)
- Dotations engagements sociaux liés au projet Escalé <i>(cf. note 14)</i>	(3 320)
Dotations nettes au compte de résultat	(6 757)

Note 12 - Autres charges opérationnelles courantes

12.1. Etat récapitulatif

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Services et charges externes	(328 159)	(303 518)
Impôts et taxes	(82 074)	(81 539)
Autres charges d'exploitation	(11 038)	(16 994)
Total	(421 271)	(402 051)

12.2. Détail des autres services et charges externes

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Sous-traitance:		
- Sécurité	(84 585)	(82 236)
- Nettoyage	(30 510)	(29 361)
- Assistance	(413)	(1 967)
- Coopératives	(10 693)	(10 330)
- Transports	(11 446)	(10 867)
- Autre	(59 749)	(38 665)
	(197 396)	(173 425)
Entretien, réparations & maintenance	(46 757)	(44 350)
Etudes, recherches & rémunération d'intermédiaires	(14 787)	(18 405)
Travaux & prestations externes	(9 841)	(10 142)
Personnel extérieur	(10 752)	(11 796)
Assurances	(13 459)	(13 336)
Missions, déplacements & réceptions	(8 185)	(7 559)
Publicité, publications & relations publiques	(3 273)	(5 376)
Autres charges et services externes	(23 709)	(19 129)
Total	(328 159)	(303 518)

12.3. Détail des impôts et taxes

<i>(en milliers d'euros)</i>	1^{er} semestre 2009	1^{er} semestre 2008
Taxe professionnelle	(24 656)	(29 569)
Taxe foncière	(26 529)	(26 742)
Autres impôts & taxes	(30 889)	(25 227)
Total	(82 074)	(81 539)

12.4. Détail des autres charges d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Pertes sur créances irrécouvrables.....	(505)	(1 733)
Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires.....	(2 707)	(2 237)
Subventions accordées	(3 003)	(1 026)
Moins-values de cession d'immobilisations	(15)	(234)
Autres charges d'exploitation	(4 808)	(11 764)
Total	(11 038)	(16 994)

Note 13 - Amortissements, dépréciations et provisions

Les amortissements des immobilisations et dépréciations d'actifs s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Amortissement des immobilisations incorporelles	(7 038)	(6 123)
Amortissement des immobilisations corporelles et immeubles de placement.....	(169 478)	(162 809)
Dotations aux amortissements	(176 516)	(168 933)

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Dépréciations d'immobilisations corporelles & incorporelles.....	(133)	(268)
Reprises de dépréciations d'immobilisations corporelles & incorporelles.....	109	250
Dépréciations d'immobilisations, nettes de reprises.....	(24)	(18)
Dépréciations de créances	(5 410)	(3 987)
Reprises de dépréciations de créances	3 030	3 774
Dépréciations de créances, nettes de reprises	(2 380)	(213)
Dépréciations d'actifs, nettes des reprises	(2 404)	(231)

Les provisions se présentent ainsi au compte de résultat :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Dotations aux provisions pour litiges et autres risques	(14 898)	(18 014)
Reprises de la période	18 948	18 070
Dotations aux provisions, nettes des reprises	4 050	56

Note 14 - Autres produits et charges opérationnels

Les éléments classés sous cette rubrique sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Réorganisation des activités assistance en escale (cf. note 3.1.2) :		
- Charges constatées au cours de la période	(8 606)	(3 784)
- Dotations aux provisions pour engagements sociaux, nettes de reprises	3 320	(94)
- Dotations nettes pour mesures sociales d'accompagnement, nettes de reprises.....	785	1 199
Sous-total	(4 501)	(2 679)
Charges complémentaires liées à l'accident du terminal 2E survenu en 2004	(268)	(1 006)
Total	(4 769)	(3 685)

Note 15 - Résultat financier

L'analyse du résultat financier s'établit ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>			
	Produits financiers	Charges financières	Résultat financier 1 ^{er} semestre 2009
Charges brutes d'intérêt liées à l'endettement	-	(64 824)	(64 824)
Résultat des dérivés de taux.....	34 746	(26 893)	7 853
Coût de l'endettement financier brut.....	34 746	(91 717)	(56 971)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2 725	-	2 725
Coût de l'endettement financier net.....	37 471	(91 717)	(54 246)
Produits de participations non consolidées	287	-	287
Gains et pertes nets de change	3 921	(2 565)	1 356
Dépréciations et provisions	81	(583)	(502)
Autres	349	(208)	141
Autres produits et charges financiers	4 638	(3 356)	1 282
Charges financières nettes	42 109	(95 072)	(52 963)

<i>(en milliers d'euros)</i>			
	Produits financiers	Charges financières	Résultat financier 1 ^{er} semestre 2008
Charges brutes d'intérêt liées à l'endettement	-	(56 778)	(56 778)
Résultat des dérivés de taux.....	36 741	(29 999)	6 742
Coût de l'endettement financier brut.....	36 741	(86 777)	(50 036)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	8 872	-	8 872
Coût de l'endettement financier net.....	45 614	(86 777)	(41 163)
Produits de participations non consolidées	3	-	3
Gains et pertes nets de change	1 130	(2 440)	(1 310)
Dépréciations et provisions	3	(91)	(88)
Autres	312	(16)	296
Autres produits et charges financiers	1 447	(2 547)	(1 100)
Charges financières nettes	47 061	(89 324)	(42 263)

Les gains et pertes par catégories d'instruments financiers se présentent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Produits, charges, profits et pertes sur Dettes au coût amorti:		
- Charges d'intérêts sur Dettes au coût amorti	(66 952)	(51 931)
- Variation de valeur des instruments de couverture de juste valeur	(4 622)	(9 220)
- Variation de valeur des éléments couverts	5 216	9 380
- Intérêts sur instruments dérivés de couverture de juste valeur.....	2 580	386
	(63 778)	(51 385)
Profits et pertes sur instruments financiers en juste valeur par le résultat:		
- Profits sur équivalents de trésorerie (option de juste valeur)	2 725	8 872
- Résultats sur les instruments dérivés non qualifiés de couverture (dérivés de trading)	6 808	1 349
	9 533	10 221
Profits et pertes sur actifs disponibles à la vente :		
- Dividendes reçus	105	3
- Reprises de dépréciations nettes	(503)	(89)
	(398)	(86)
Autres profits et pertes sur prêts, créances et dettes au coût amorti:		
- Pertes nettes de change	1 356	(1 310)
- Autres profits nets	324	297
	1 681	(1 013)
Total des gains nets (pertes nettes) reconnus en résultat.....	(52 963)	(42 263)
Variation de juste valeur (avant impôt) portée en capitaux propres.....	-	
Total des gains nets (pertes nettes) reconnus directement en capitaux propres	-	-

Note 16 - Entreprises mises en équivalence

16.1. Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence

Les montants figurant au compte de résultat se décomposent ainsi par entité :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>% d'intérêt</i>	1^{er} semestre 2009	1^{er} semestre 2008
SCHIPHOL GROUP (Pays-Bas)	8,0%	2 258	0
CIRES TELECOM (Maroc).....	49,0%	138	(35)
BOLLORÉ TÉLÉCOM.....	10,5%	(495)	(394)
GIE ROISSYPÔLE	90,0%	38	79
SCI ROISSY SOGARIS	40,0%	536	697
LIÈGE AIRPORT (Belgique)	25,6%	(102)	99
SETA (Mexique)	25,5%	505	199
Totaux.....		2 877	645

Malgré une détention d'intérêt inférieure à 20%, les indicateurs suivants ont notamment été retenus pour déterminer l'influence notable d'Aéroports de Paris dans Bolloré Télécom :

- existence d'une contribution opérationnelle à la gestion de l'entité du fait du savoir-faire technique de Hub Télécom ;
- existence d'une représentation au conseil de direction d'au minimum 25% des membres ;
- droit de veto ponctuel pour certaines décisions prévues au pacte d'actionnaire et dans les statuts.

16.2. Décomposition des montants au bilan

Les montants relatifs aux participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	SCHIPHOL GROUP (Pays-Bas)	CIRES TELECOM (Maroc)	BOLLORE TÉLÉCOM	GIE ROISSY- PÔLE	SCI ROISSY SOGARIS	LIÈGE AIRPORT (Belgique)	SETA (Mexique)	TOTAL
Pourcentages de contrôle	8,0%	49,0%	10,5%	49,0%	40,0%	25,6%	25,5%	
Pourcentages d'intérêts	8,0%	49,0%	10,5%	90,0%	40,0%	25,6%	25,5%	
Quotes-parts mises en équivalence								
au 30 juin 2009.....	374 115	515	7 817	0	5 266	4 071	6 692	398 476
<i>Réparties comme suit au bilan :</i>								
- actif	374 115	515	7 817	0	5 266	4 071	6 692	398 476
- passif (en Provisions).....	-	-	-	-	-	-	-	0
Quotes-parts mises en équivalence								
au 31 décembre 2008.....	376 368	382	8 313	(117)	6 210	4 313	6 015	401 484
<i>Réparties comme suit au bilan :</i>								
- actif	376 368	382	8 313	0	6 210	4 313	6 015	401 601
- passif (en Provisions).....	-	-	-	(117)	-	-	-	(117)

Les montants apparaissant au titre de la mise en équivalence de Schiphol Group comprennent un écart d'acquisition provisoirement établi à 141.353 milliers d'euros (*cf. note 3.4.1*).

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, les titres mis en équivalence sur Schiphol Group ont fait l'objet d'un test de dépréciation au 30 juin 2009 menant à la conclusion d'une non-dépréciation de cette participation.

Par ailleurs, les pourcentages de contrôle et d'intérêt dans le GIE ROISSYPOLE, soit respectivement 49 % et 90%, résultent des dispositions statutaires de cette entité.

16.3. Evolution des valeurs nettes

L'évolution des valeurs nettes est la suivante entre l'ouverture et la clôture des exercices :

<i>(en milliers d'euros)</i>	SCHIPHOL GROUP (Pays-Bas)	CIRES TELECOM (Maroc)	BOLLORÉ TÉLÉCOM	GIE ROISSY- PÔLE	SCI ROISSY SOGARIS	LIÈGE AIRPORT (Belgique)	SETA (Mexique)	TOTAL
Montants nets au 1er janvier 2009	376 368	382	8 313	0	6 208	4 315	6 015	401 601
Quote-part du Groupe dans les résultats ...	2 258	138	(495)	38	536	(102)	505	2 877
Variation des réserves de conversion		(2)					171	169
Variation des autres réserves	1 014	(2)						1 012
Dividendes distribués	(5 526)				(1 480)	(140)		(7 146)
Virements en Provisions au passif.....				(38)				(38)
Montants nets au 30 juin 2009	374 114	516	7 817	0	5 264	4 073	6 692	398 475

16.4. Informations financières résumées

Les montants agrégés des actifs, passifs, du produit des activités ordinaires et du résultat des sociétés mises en équivalence, tels qu'ils figurent dans les comptes sociaux de ces dernières, s'établissent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	SCHIPHOL GROUP (Pays-Bas)	CIRES TELECOM (Maroc)	BOLLORÉ TÉLÉCOM	GIE ROISSY- PÔLE	SCI ROISSY SOGARIS	LIÈGE AIRPORT (Belgique)	SETA (Mexique)	Au 30.06.2009
BILAN:								
Actifs non courants	4 755 000	375	95 833	0	17 327	47 726	57 605	4 973 866
Actifs courants	560 000	1 573	1 465	59	12 069	18 904	8 687	602 757
Total Actifs.....	5 315 000	1 947	97 298	59	29 396	66 630	66 293	5 576 623
Capitaux propres	2 854 000	1 048	74 307	0	13 165	15 900	26 242	2 984 662
Passifs non courants	2 008 000	0	10 198	0	9 814	34 343	25 573	2 087 928
Passifs courants	453 000	899	12 793	59	6 417	16 387	14 478	504 033
Total Capitaux propres et Passifs	5 315 000	1 947	97 298	59	29 396	66 630	66 293	5 576 623
COMPTE DE RÉSULTAT :								
Produit des activités ordinaires	553 500	883	590	1 996	5 699	8 375	1 481	572 524
Résultat net.....	23 800	281	(4 710)	864	1 340	(294)	2 389	23 670

<i>(en milliers d'euros)</i>	SCHIPHOL GROUP (Pays-Bas)	CIRES TELECOM (Maroc)	BOLLORÉ TÉLÉCOM	GIE ROISSY- PÔLE	SCI ROISSY SOGARIS	LIÈGE AIRPORT (Belgique)	SETA (Mexique)	Au 31.12.2008
BILAN:								
Actifs non courants	4 753 930	344	97 433	814	17 298	48 054	74 846	4 992 718
Actifs courants	655 408	1 307	1 114	524	8 654	15 999	5 103	688 108
Total Actifs.....	5 409 338	1 650	98 546	1 338	25 952	64 053	79 948	5 680 825
Capitaux propres	2 886 595	777	79 017	(864)	15 525	16 844	39 714	3 037 608
Passifs non courants	1 797 964	0	9 405	0	7 416	29 862	26 046	1 870 692
Passifs courants	724 779	873	10 124	2 202	3 012	17 347	14 189	772 526
Total Capitaux propres et Passifs	5 409 338	1 650	98 546	1 338	25 952	64 053	79 948	5 680 826
COMPTE DE RÉSULTAT:								
Produit des activités ordinaires	1 153 951	658	715	5 610	10 801	17 697	2 635	1 192 067
Résultat net.....	186 878	(386)	(7 745)	2 030	3 412	679	(3 080)	181 788

Note 17 - Impôts

17.1. Taux d'impôt

Comme en 2008, les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés sur la base des derniers taux connus à la clôture, soit 34,433%.

17.2. Analyse de la charge d'impôts sur les résultats

Au compte de résultat, la charge d'impôts sur les résultats se ventile comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Charge d'impôt exigible	(50 762)	(49 896)
Charge d'impôt différé	(13 740)	(15 793)
Impôts sur les résultats	(64 503)	(65 689)

Ces montants ne comprennent pas les charges d'impôt sur les quotes-parts de résultats des entreprises mises en équivalence, les montants qui figurent à ce titre sur la ligne appropriée du compte de résultat étant nets d'impôt.

Les charges d'impôt différé résultent notamment, pour 9.670 milliers d'euros en 2009 et 11.642 milliers d'euros en 2008, de la neutralisation dans les comptes consolidés des économies temporaires d'impôt réalisées par les entités intégrées au titre des amortissements dérogatoires et autres provisions réglementées.

17.3. Preuve d'impôt

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique basée sur le taux d'impôt applicable en France et la charge réelle d'impôt se présente ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1^{er} semestre 2009	1^{er} semestre 2008
Résultat après impôt	127 713	125 577
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(2 877)	(645)
Charge d'impôt sur les résultats	64 503	65 689
Résultat avant impôt et résultat net des entreprises mises en équivalence.....	189 338	190 621
<i>Taux théorique d'imposition en vigueur en France.....</i>	<i>34,43%</i>	<i>34,43%</i>
Charge d'impôt théorique	(65 195)	(65 637)
Incidence sur l'impôt théorique des:		
- Résultats taxés à taux réduit	400	77
- Reports déficitaires antérieurement non reconnus et imputés sur la période	72	8
- Reports déficitaires non reconnus au titre de la période	(332)	(32)
- Variations des différences temporelles non reconnues.....	(111)	(85)
- Charges fiscalement non déductibles et produits non imposables	(581)	(991)
- Crédits et avoirs fiscaux	1 000	667
- Ajustements au titre des périodes antérieures	245	304
Charge réelle d'impôt sur les résultats	(64 502)	(65 689)
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>34,07%</i>	<i>34,46%</i>

17.4. Actifs et passifs d'impôts différés ventilés par catégories

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Au titre des différences temporelles déductibles:		
- Engagements sociaux	111 851	114 255
- Amortissements des Frais d'Etudes et de Surveillance de Travaux (FEST).....	42 463	44 242
- Incidence approche par composants étalée sur cinq ans.....	838	1 676
- Provisions et charges à payer	16 705	17 153
- Autres	4 684	3 054
Au titre des différences temporelles imposables:		
- Amortissements dérogatoires et autres provisions réglementées	(296 717)	(287 047)
- Location-financement	(19 972)	(20 818)
- Réserves de réévaluation	(8 223)	(8 309)
- Autres	(2 154)	(991)
Actifs (passifs) d'impôt différés nets	(150 526)	(136 786)

Ces montants sont répartis comme suit au bilan:

- à l'actif	1 370	1 837
- au passif	(151 896)	(138 623)

Les amortissements des Frais d'Etudes et de Surveillance de Travaux (FEST), apparaissant ci-dessus dans la catégorie des différences temporelles déductibles, résultent de l'étalement de frais antérieurement capitalisés et imputés sur le report à nouveau au 1^{er} janvier 2003, suite aux retraitements comptables opérés à cette date dans la perspective de la transformation du statut de l'établissement public d'AÉROPORTS DE PARIS en SA et dans le cadre de la première certification des comptes intervenue au titre de l'exercice 2003.

L'imputation sur le report à nouveau au 1^{er} janvier 2003 avait porté sur un solde de frais non amortis à cette date de 180.180 milliers d'euros. Après prise en compte de l'effet d'impôt correspondant, soit 63.838 milliers d'euros, l'impact net négatif sur le report à nouveau s'était élevé à 116.342 milliers d'euros.

En accord avec l'Administration fiscale, cette correction a donné lieu, à compter du résultat fiscal 2004, à un traitement fiscal étalé sur la durée initiale d'amortissement de ces frais.

Dans les comptes consolidés en normes IFRS, cet étalement s'est traduit, à l'ouverture de l'exercice 2004, par la constatation d'un actif d'impôt différé de 63.838 milliers

d'euros. Compte tenu des déductions fiscales opérées depuis 2004 au titre de cet étalement, le montant résiduel de cet actif d'impôt différé s'élève à 42.463 milliers d'euros au 30 juin 2009.

17.5. Actifs et passifs d'impôts différés non reconnus

Certains actifs d'impôts différés n'ont pas été reconnus au niveau de plusieurs filiales, compte tenu de l'insuffisance d'éléments probants justifiant leur comptabilisation. Les bases correspondantes sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
- Pertes fiscales indéfiniment reportables au taux ordinaire	69 652	10 356

Les pertes fiscales apparaissant en 2009 pour 69.652 milliers d'euros incluent 58.475 milliers d'euros de déficits fiscaux concernant le sous-groupe MASTERNAUT entré dans le périmètre de consolidation au cours du 1^{er} semestre 2009.

17.6. Tableau de variation des actifs et passifs d'impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés ont évolué comme suit entre le début et la fin de la période:

<i>(en milliers d'euros)</i>	Actifs	Passifs	Montant net
Au 1^{er} janvier 2009	1 837	138 623	(136 786)
Montant porté directement en capitaux propres			0
Montants comptabilisés dans le résultat de la période	(327)	13 413	(13 740)
Virement de poste à poste	(140)	(140)	0
Au 30 juin 2009	1 370	151 896	(150 526)

17.7. Actifs et passifs d'impôt exigible

Les actifs d'impôt exigible correspondent aux montants à récupérer au titre de l'impôt sur les résultats auprès des administrations fiscales. Les passifs d'impôt exigible correspondent aux montants restant à payer à ces administrations.

Ces actifs et passifs d'impôt exigible s'établissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Actifs d'impôt exigible:		
- Aéroports de Paris et sociétés fiscalement intégrées.....	443	-
- Autres entités consolidées	2 895	1 448
Total	3 338	1 448
Passifs d'impôt exigible:		
- Aéroports de Paris et sociétés fiscalement intégrées	26	6 232
- Autres entités consolidées	-	221
Total	26	6 453

Le Groupe n'a connaissance d'aucun actif ou passif éventuel d'impôt au 30 juin 2009.

Note 18 - Résultat par action

Le calcul d'un résultat par action s'établit ainsi à la clôture :

	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère (en milliers d'euros).....	127 268	125 575
<i>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres).....</i>	<i>98 868 602</i>	<i>98 919 137</i>
Résultat de base par action (en euros)	1,29	1,27

Pour le calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation, les 98.960.602 actions composant le capital social a été minoré de 92.000 et 41.465 actions propres respectivement détenues en moyenne au cours du 1^{er} semestre 2009 et 1^{er} semestre 2008.

Il n'existe aucun instrument de capitaux propres à effet dilutif.

Note 19 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se détaillent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ecarts d'acquisition	Frais de recherche et & de développement	Logiciels	Fonds commercial	Immo- bilisations en cours & Avances et acomptes	Total
Au 31 décembre 2008 :						
- Valeur brute	2 223	-	125 487	-	26 031	153 741
- Cumul des amortissements	-	-	(100 958)	-	-	(100 958)
Valeur nette	2 223	-	24 529	-	26 031	52 783
Au 30 juin 2009 :						
- Valeur brute	9 994	3 780	143 591	1 241	21 818	180 424
- Cumul des amortissements	-	(1 517)	(109 107)	-	-	(110 624)
Valeur nette	9 994	2 263	34 484	1 241	21 818	69 800

Les écarts d'acquisition de 9.994 milliers d'euros au 30 juin 2009 portent principalement sur HUB TELECOM REGION pour 1.985 milliers d'euros, ainsi sur le sous-groupe MASTERNAUT pour un montant provisoirement établi à 7.771 milliers d'euros (*cf. note 3.4.2*).

L'évolution de la valeur nette des immobilisations incorporelles est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ecarts d'acquisition	Frais de recherche et & de développement	Logiciels	Fonds commercial	Immo- bilisations en cours & Avances et acomptes	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2009.....	2 223	-	24 529	-	26 031	52 783
- Investissements	-	-	1 572	-	6 655	8 227
- Amortissements	-	(244)	(6 793)	-	-	(7 037)
- Variations de périmètre	7 771	2 537	3 130	1 241	90	14 769
- Transferts en provenance (vers) d'autres rubriques.....	-	(30)	12 046	-	(10 958)	1 058
Valeur nette au 30 juin 2009.....	9 994	2 263	34 484	1 241	21 818	69 800

Les nouveaux écarts d'acquisition constatés en 2009 concernent exclusivement le sous-groupe MASTERNAUT.

Le montant net des transferts en provenance (vers) d'autres rubriques concerne notamment des reclassements d'immobilisations en cours en immobilisations corporelles et incorporelles.

Note 20 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains et aménage- ments	Construc- tions	Instal- lations techniques	Autres	Immo- bilisations en cours & Avances et acomptes	Total
Au 31 décembre 2008 :						
- Valeur brute	40 369	7 525 660	172 595	249 279	344 332	8 332 235
- Cumul des amortissements	(5 216)	(2 647 984)	(123 569)	(154 532)	-	(2 931 301)
- Cumul des dépréciations	-	-	-	(609)	-	(609)
Valeur nette	35 153	4 877 676	49 026	94 139	344 332	5 400 326
Au 30 juin 2009 :						
- Valeur brute	40 543	7 630 016	180 722	257 646	321 352	8 430 279
- Cumul des amortissements	(4 842)	(2 752 566)	(131 206)	(163 452)	-	(3 052 066)
- Cumul des dépréciations	-	-	-	(633)	-	(633)
Valeur nette	35 701	4 877 450	49 516	93 561	321 352	5 377 580

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains et aménage- ments	Construc- tions	Instal- lations techniques	Autres	Immo- bilisations en cours & Avances et acomptes	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2009.....	35 153	4 877 676	49 026	94 139	344 332	5 400 326
- Investissements	-	3 343	5 097	1 015	120 133	129 588
- Cessions et mises hors service	-	(563)	(664)	(7)	(18 234)	(19 468)
- Variation des avances et acomptes .	-	-	-	-	25 596	25 596
- Amortissements	(399)	(144 836)	(7 166)	(9 194)	-	(161 595)
- Reprises nettes de dépréciations.....	-	-	-	(24)	-	(24)
- Transferts en provenance (vers) d'autres rubriques.....	947	141 786	2 934	6 260	(150 480)	1 447
- Entrées de périmètre.....	-	44	289	1 372	5	1 710
Valeur nette au 30 juin 2009.....	35 701	4 877 450	49 516	93 561	321 352	5 377 580

Le montant net des transferts en provenance d'autres rubriques concerne principalement des reclassements d'immobilisations en cours en immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi que les variations du périmètre des immeubles de placement (*cf.* 21).

Les montants ci-dessus incluent les biens pris en location-financement pour les valeurs suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains	Construc- tions	Instal- lations techniques	Total
Valeur nette au 31 décembre 2008	-	4 140	570	4 710
- Levées d'options	-	(1 782)	-	(1 782)
- Amortissements	-	(351)	(213)	(564)
- Transferts en provenance des Immeubles de placement	-	3	-	3
Valeur nette au 30 juin 2009	-	2 010	357	2 367

Note 21 - Immeubles de placement

21.1. Analyse des immeubles de placement

Les immeubles de placement se détaillent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains et aménage- ments	Construc- tions	Autres	Total
Au 31 décembre 2008 :				
- Valeur brute	41 170	442 842	128 367	612 379
- Cumul des amortissements	(5 640)	(244 667)	(68 336)	(318 643)
Valeur nette	35 530	198 175	60 031	293 736
Au 30 juin 2009 :				
- Valeur brute	41 191	446 521	166 453	654 165
- Cumul des amortissements	(6 413)	(251 013)	(67 501)	(324 927)
Valeur nette	34 778	195 508	98 952	329 238

L'évolution de la valeur nette des immeubles de placement est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains et aménage- ments	Construc- tions	Autres	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2009	35 530	198 175	60 031	293 736
- Investissements	-	1 244	44 357	45 601
- Cessions et mises hors service	-	(61)	-	(61)
- Amortissements	-	(7 819)	-	(7 819)
- Transferts en provenance (vers) d'autres rubriques.....	(752)	3 969	(5 436)	(2 219)
Valeur nette au 30 juin 2009	34 778	195 508	98 952	329 238

Aucune modification notable du périmètre des immeubles de placement n'a été observée au cours de la période.

A noter toutefois la prise en compte, à compter de 2009, des en-cours de Constructions conformément aux nouvelles dispositions prévues par la norme IAS 40 dans le cadre des améliorations des normes applicables au 1^{er} janvier 2009. Le montant constaté à ce titre au cours du 1^{er} semestre 2009 s'élève à 44.357 milliers d'euros et figure dans la colonne Autres.

Les montants ci-dessus incluent les biens pris en location-financement pour les valeurs suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains et aménage- ments	Construc- tions	Autres	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2009	-	19 258	-	19 258
- Levée d'options		(17 184)		(17 184)
- Amortissements		(1 060)		(1 060)
- Transferts vers les Immobilisations corporelles		(3)		(3)
Valeur nette au 30 juin 2009	-	1 011	-	1 011

21.2. Juste valeur des immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement, qui s'élevait à 1.187.200 milliers d'euros au 31 décembre 2008, n'a pas évolué de façon significative au cours de la période.

Note 22 - Autres actifs financiers

Les montants figurant au bilan s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total au 30.06.2009	Part non courante	Part courante
Titres classés en Actifs disponibles à la vente	1 696	1 696	-
Prêts et créances :			
- Créances sur des sociétés mises en équivalence	8 037	7 163	874
- Autres créances rattachées à des participations.....	5 219	3 739	1 480
- Intérêts courus sur créances rattachées à des participations	255	-	255
- Prêts	10 388	8 046	2 342
- Autres comptes-courants	5 365	-	5 365
- Dépôts et cautionnements	2 794	2 791	3
- Créances de location financement bailleur	36 701	30 501	6 200
- Créances sur cessions d'immobilisations	1 139	-	1 139
- Autres actifs financiers.....	543	-	543
	70 440	52 240	18 201
Instruments financiers dérivés :			
- Ventes à terme de devises	1 415	-	1 415
- Swaps de couverture	16 519	-	16 519
- Swaps de trading	37 616	-	37 616
	55 550	-	55 550
Total	127 686	53 936	73 751

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total au 31.12.2008	Part non courante	Part courante
Titres classés en Actifs disponibles à la vente	1 330	1 330	-
Prêts et créances :			
- Créances sur des sociétés mises en équivalence	8 006	7 163	843
- Autres créances rattachées à des participations.....	3 785	3 785	-
- Intérêts courus sur créances rattachées à des participations	72	-	72
- Prêts	12 266	7 760	4 506
- Autres comptes-courants	10 552	-	10 552
- Dépôts et cautionnements	2 535	2 532	3
- Créances de location financement bailleur	38 670	30 983	7 687
- Créances sur cessions d'immobilisations	1	-	1
- Autres actifs financiers.....	548	-	548
	76 435	52 223	24 212
Instruments financiers dérivés (swaps de taux) :			
- Ventes à terme de devises	1 450	-	1 450
- Swaps de couverture	21 142	-	21 142
- Swaps de trading	35 582	-	35 582
	58 174	-	58 174
Total	135 939	53 553	82 386

Note 23 - Stocks

Le détail des stocks est le suivant à la clôture :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs brutes 30.06.2009	Dépré- ciations 30.06.2009	Valeurs nettes au 30.06.2009	Valeurs nettes au 31.12.2008
Stocks matières premières	8 997	-	8 997	5 396
Stocks d'encours	-	-	-	-
Stocks de produits	228	-	228	-
Stocks de marchandises	6 626	(217)	6 409	5 973
Total	15 851	(217)	15 634	11 369

Note 24 - Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés se décomposent de la façon suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Créances Clients	590 003	515 130
Clients douteux	32 238	25 285
Cumul des dépréciations	(27 395)	(21 511)
Montant net	594 846	518 904

L'exposition du Groupe au risque de crédit et au risque de change ainsi que les pertes de valeur relatives aux créances clients et autres débiteurs figurent en note 30.

Les conditions générales de règlements clients sont de 30 jours date d'émission de facture, à l'exception des redevances commerciales payables au comptant.

Les dépréciations ont évolué ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Cumul des dépréciations à l'ouverture	21 511	19 165
Augmentations	5 408	10 476
Diminutions	(2 683)	(8 130)
Variation de périmètre	3 159	-
Cumul des dépréciations à la clôture	27 395	21 511

Note 25 - Autres créances et charges constatées d'avance

Le détail des autres créances et charges constatées d'avance est le suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Avances et acomptes versés sur commandes	8 360	7 317
Créances sur personnel (hors ORS) et organismes sociaux	893	5 869
Créances fiscales (hors impôt sur les sociétés).....	48 068	62 669
Autres créances.....	16 144	20 067
Charges constatées d'avance.....	30 923	16 778
Total.....	104 387	112 699

Les remboursements demandés en 2008 à la CNP au titre des fonds placés auprès de cet organisme pour faire face au paiement des indemnités de fin de carrière, qui figuraient au 31 décembre dernier pour 4.500 milliers d'euros au niveau des Créances sur personnel et organismes sociaux, ont été intégralement encaissés au cours du 1^{er} semestre 2009.

Note 26 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Valeurs mobilières de placement	366 799	353 835
Disponibilités	45 331	19 162
Total.....	412 130	372 997

Dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, le groupe AEROPORTS DE PARIS n'a investi principalement que dans des OPCVM monétaires libellés en euros et comportant des horizons de placement à six mois maximum.

Note 27 - Capitaux propres

27.1. Capital

Le capital d'AÉROPORTS DE PARIS s'élève à 296.881.806 euros. Il est divisé en 98.960.602 actions de 3 euros chacune, entièrement libérées et n'a fait l'objet d'aucune modification au cours du 1^{er} semestre 2009.

Ce capital est assorti d'une prime d'émission de 542.747 milliers d'euros résultant de l'augmentation réalisée en 2006.

27.2. Actions propres

Conformément à l'autorisation donnée par les actionnaires lors de l'assemblée générale mixte du 22 mai 2006, la Société a procédé au cours de la période au rachat de 103.081 actions et à la vente de 140.581 actions. Compte tenu des 91.000 actions détenues à l'ouverture de la période, le nombre d'actions auto-détenues au 30 juin 2009 s'élève à 53.500 actions et figure en diminution des capitaux propres, en application de la norme IAS 32, pour un montant de 2.589 milliers d'euros.

27.3. Écarts de conversion

Ces écarts sont principalement constitués des écarts dégagés depuis le 1^{er} janvier 2004 sur la conversion en euros des comptes de SETA (Mexique) exprimés en pesos mexicains. Les écarts antérieurs à cette date ont été transférés au poste Résultats antérieurs non distribués conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1 dans le cadre de la première application des normes IFRS.

27.4. Résultats antérieurs non distribués

Les résultats antérieurs non distribués s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Réserves de la société mère Aéroports de Paris :		
- Réserve légale	29 688	24 202
- Autres réserves	863 048	863 048
- Report à nouveau	300 317	225 576
Réserves consolidées	935 272	878 084
Total.....	2 128 325	1 990 910

27.5. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires figurant au 30 juin 2009 pour 1.209 milliers d'euros concernent les parts détenues par des tiers dans le capital d'ADPI MIDDLE EAST et ADPI LIBYA (sous-groupe ADP Ingénierie), ainsi que SOFTRACK (sous-groupe MASTERNAUT).

27.6. Commentaires sur le tableau de variation des capitaux propres

Les principales variations observées au cours du 1^{er} semestre 2009 sont les suivantes :

- Versement d'un dividende de 136.490 milliers d'euros, soit 1,38 euro par action, conformément à la 3^{ème} résolution de l'AGO du 28 mai 2009.
- Reventes d'actions propres excédant les rachats pour un montant net de 2.110 milliers d'euros, dégageant 509 milliers de plus-values avant impôt (*cf. ci-dessus note 27.2*).

Note 28 - Provisions

Les autres provisions ont évolué comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Litiges	Autres provisions	Total
Provisions au 1^{er} janvier	23 839	60 762	84 601
Augmentations:			
- Dotations	1 296	13 601	14 897
- Augmentation liée aux variations de périmètre	365	50	415
Total augmentations	1 661	13 651	15 312
Diminutions:			
- Provisions utilisées	(1 465)	(5 138)	(6 603)
- Provisions devenues sans objet	(5 187)	(7 944)	(13 131)
- Autres diminutions	-	(38)	(38)
Total diminutions	(6 652)	(13 120)	(19 771)
Provisions au 30 juin	18 849	61 294	80 142

Les Provisions pour litiges concernent divers litiges fournisseurs, des litiges sociaux et des litiges commerciaux.

Les Autres provisions comprennent notamment des provisions pour risques Clients et Fournisseurs, ainsi qu'une provision de 1.542 milliers d'euros au titre de la réorganisation des activités assistance en escale (*cf. note 3.1.2*). Elles comprennent en outre une provision pour impôt liée au contrôle fiscal (*cf. note 3.1.6*).

Les parts non courantes et courantes de ces provisions s'établissent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Litiges	Autres provisions	Au 30.06.2009
Présentation au bilan :			
- Part non courante	-	1	1
- Part courante	18 848	61 293	80 141
Total	18 848	61 294	80 142

Le rapprochement entre les variations bilantielles et le compte de résultat se présente ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009
Au bilan :	
- Dotations	14 897
- Provisions utilisées	(6 603)
- Provisions devenues sans objet	(13 131)
Dotations nettes au bilan	(4 837)
Au compte de résultat :	
- Dotations aux provisions courantes pour litiges et autres risques <i>(cf. note 13)</i>	14 897
- Reprises provisions courantes pour litiges et autres risques <i>(cf. note 13)</i>	(18 948)
- Reprises provisions pour mesures sociales d'accompagnement Escalé <i>(cf. note 14)</i>	(785)
Dotations nettes au compte de résultat	(4 837)

Note 29 - Dettes financières

29.1. Détail des emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières s'analysent ainsi à la clôture :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total au 30.06.2009	Part non courante	Part courante	Total au 31.12.2008	Part non courante	Part courante
Emprunts obligataires	2 022 623	1 569 385	453 238	2 020 219	2 020 219	-
Emprunts bancaires	746 233	746 233	-	546 243	546 245	(2)
Dettes financières de crédit-bail	5 132	958	4 174	9 673	5 697	3 976
Dépôts et cautionnements reçus	18 724	18 724	-	18 609	18 609	-
Autres emprunts et dettes assimilées	1 888	1 327	561	1 971	1 282	689
Intérêts courus non échus	40 723	-	40 723	68 640	-	68 640
Comptes-courants sur des sociétés non consolidées .	4 122	-	4 122	3 782	-	3 782
Concours bancaires courants	26 379	-	26 379	8 392	-	8 392
Emprunts et dettes financières hors dérivés.....	2 865 823	2 336 627	529 196	2 677 529	2 592 052	85 477
Instrument financiers dérivés passif	13 684	-	13 684	7 328	-	7 328
Total Emprunts et dettes financières	2 879 507	2 336 627	542 880	2 684 857	2 592 052	92 805

29.2. Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini par le groupe AÉROPORTS DE PARIS correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Cet endettement financier net se présente ainsi à la clôture :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total au 30.06.2009	Part non courante	Part courante	Total au 31.12.2008	Part non courante	Part courante
Emprunts et dettes financières	2 879 507	2 336 627	542 880	2 684 857	2 592 052	92 805
Instruments financiers dérivés actif	(55 550)	-	(55 550)	(58 174)	-	(58 174)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(412 130)	-	(412 130)	(372 997)	-	(372 997)
Endettement financier net	2 411 827	2 336 627	75 201	2 253 686	2 592 052	(338 366)

29.3. Détail des emprunts obligataires et bancaires

Les emprunts obligataires et bancaires s'analysent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur nominale	Taux nominal	Taux effectif avant prise en compte des couvertures de juste valeur	Valeur de la dette en coût amorti	Incidence des couvertures de juste valeur	Valeur au bilan du 30.06.2009	Juste valeur au 30.06.2009
Emprunts obligataires :							
- ADP 5.875% 2000-2010	450 000	5.875%	4.68%	453 238	-	453 238	460 174
- ADP 5.25% 2001-2011	400 000	5.25%	4.72%	403 389	-	403 389	423 060
- ADP 5.25% 2002-2012	350 000	5.25%	5.40%	348 707	14 999	363 706	367 469
- ADP 4.10% 2003-2013	300 000	4.10%	4.14%	299 556	-	299 556	312 669
- ADP 6.375% 2008-2014	500 000	6.375%	6.23%	502 734	-	502 734	544 105
Total	2 000 000			2 007 624	14 999	2 022 623	2 107 477
Emprunts bancaires :							
- Prêt BEI 1998-2013	38 112	Eur 3M - 0,09%	Eur 3M - 0,09%	38 112		38 112	40 242
- Prêt BEI 2003-2018	100 000	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	100 000		100 000	100 000
- Prêt BEI 2004-2019	220 000	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	220 000		220 000	220 000
- Prêt BEI 2004-2019	30 000	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	30 000		30 000	30 000
- Prêt BEI 2005-2020	130 000	Eur 3M + marge	Eur 3M + marge	130 000		130 000	130 000
- Prêt BEI 2008-2011	28 119	4.573%	4.573%	28 119		28 119	29 656
- Prêt BEI 2009-2021	200 000	Eur 3M + 0,977%	Eur 3M + 0,977%	200 000		200 000	200 000
- Autres	2			2		2	1
Total	746 233			746 233	-	746 233	749 899

Au cours de la période, AÉROPORTS DE PARIS a procédé:

- au tirage du prêt BEI (financement satellite S4) pour un montant de 200 millions d'euros à échéance 2021 et rémunéré au taux variable Euribor 3 mois +0.977% ;
- à l'émission d'un emprunt de 250 millions de CHF dont la date de règlement et de jouissance est fixée au 15 juillet 2009 et la date de terme au 15 juillet 2015. Cet emprunt, émis avec une marge de re-offer de 103 points de base, est rémunéré au taux fixe de 3,125% et bénéficie dès le départ d'une garantie de change totale.

Par ailleurs, AÉROPORTS DE PARIS dispose de deux lignes de crédit confirmé pour un montant total de 300 millions d'euros. Ces lignes ont été renouvelées à échéance avril 2010 pour 200 millions d'euros et juillet 2010 pour 100 millions d'euros. Depuis leur mise en place, ces lignes n'ont pas été utilisées.

Note 30 - Instruments financiers

30.1. Catégories d'actifs et de passifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
		Juste valeur		Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
		Option JV (1)	Trading (2)				
Autres actifs financiers non courants	53 936	-	-	1 696	52 240	-	-
Clients et comptes rattachés	594 846	-	-	-	594 846	-	-
Autres créances (3)	24 504	-	-	-	24 504	-	-
Autres actifs financiers courants :							
- Instruments dérivés	55 550	-	37 616	-	-	-	17 934
- Autres actifs financiers	18 201	-	-	-	18 201	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	412 130	412 130	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers	1 159 166	412 130	37 616	1 696	689 790	-	17 934
Emprunts et dettes financières à long terme	2 336 627	-	-	-	-	2 336 627	-
Fournisseurs et comptes rattachés	380 073	-	-	-	-	380 073	-
Autres dettes (3)	107 390	-	-	-	-	107 390	-
Emprunts et dettes financières à court terme :							
- Instruments dérivés	13 684	-	13 684	-	-	-	-
- Autres emprunts et dettes financières	529 196	-	-	-	-	529 196	-
Total des passifs financiers	3 366 969	-	13 684	-	-	3 353 285	-

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 31.12.2008	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
		Juste valeur		Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
		Option JV (1)	Trading (2)				
Autres actifs financiers non courants	53 553	-	-	1 330	52 223	-	-
Clients et comptes rattachés	518 904	-	-	-	518 904	-	-
Autres créances (3)	27 393	-	-	-	27 393	-	-
Autres actifs financiers courants :							
- Instruments dérivés	58 174	-	35 582	-	-	-	22 592
- Autres actifs financiers	24 212	-	-	-	24 212	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	372 997	372 997	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers	1 055 233	372 997	35 582	1 330	622 732	-	22 592
Emprunts et dettes financières à long terme	2 592 052	-	-	-	-	2 592 052	-
Fournisseurs et comptes rattachés	476 814	-	-	-	-	476 814	-
Autres dettes (3)	113 982	-	-	-	-	113 982	-
Emprunts et dettes financières à court terme :							
- Instruments dérivés	7 328	-	7 328	-	-	-	-
- Autres emprunts et dettes financières	85 477	-	-	-	-	85 477	-
Total des passifs financiers	3 275 652	-	7 328	-	-	3 268 324	-

(1) Désignés comme tel à l'origine

(2) Désignés comme détenus à des fins de transaction

(3) Les autres créances et autres dettes excluent tous les comptes qui ne constituent pas, au sens d'IAS 32, des droits et obligations contractuels, tels que les créances et dettes fiscales et sociales.

La juste valeur des actifs et passifs s'avère généralement très proche des valeurs bilantielles, les valeurs comptables correspondant quasi systématiquement à une approximation raisonnable de cette juste valeur.

30.2. Analyse des risques liés aux instruments financiers.

30.2.1. Risques de taux.

La répartition des dettes financières taux fixe / taux variable est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009		Au 31.12.2008	
	avant couverture	après couverture	avant couverture	après couverture
Taux fixe	2 088 360	1 913 360	2 111 307	1 716 307
Taux variable	777 463	952 463	566 222	961 222
Emprunts et dettes financières hors dérivés.....	2 865 823	2 865 823	2 677 529	2 677 529

Les instruments financiers dérivés détenus par AÉROPORTS DE PARIS concernent principalement des instruments financiers dérivés de taux pour une juste valeur de 54.135 milliers d'euros figurant à l'actif dans les autres actifs financiers courants et 13.684 milliers d'euros figurant au passif dans les emprunts et dettes financières à court terme.

Les montants notionnels des dérivés qualifiés de couverture de juste valeur s'analysent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Échéances inférieures à 1 an	Échéances entre 1 et 2 ans	Échéances entre 2 et 3 ans	Échéances entre 3 et 4 ans	Échéances entre 4 et 5 ans	Échéances supérieures à 5 ans	Total au 30.06.2009	Juste valeur
Swaps payeurs taux variable & receveurs taux fixe	-	-	175 000	-	-	-	175 000	16 519
Total	-	-	175 000	-	-	-	175 000	16 519

En décembre 2008, AÉROPORTS DE PARIS avait mis en place, dans le cadre de la couverture de l'emprunt obligataire émis en novembre 2008, pour 220 millions de swaps de couverture à échéance 2014 dont le départ était décalé au 24 janvier 2009. Début 2009, ces swaps ont été complétés par 130 millions de swaps de couverture supplémentaires. En juin 2009, l'ensemble de ces 350 millions d'euros de swaps ont été retournés pour figer le taux. En conséquence, ils ne sont plus qualifiés de couverture au 30 juin 2009.

Les montants notionnels des dérivés non qualifiés de couverture de juste valeur s'analysent ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Échéances inférieures à 1 an	Échéances entre 1 et 2 ans	Échéances entre 2 et 3 ans	Échéances entre 3 et 4 ans	Échéances entre 4 et 5 ans	Échéances supérieures à 5 ans	Total au 30.06.2009	Juste valeur
Swaps payeurs taux variable & receveurs taux fixe	150 000	200 000	-	-	350 000	-	700 000	34 932
Swaps payeurs taux variable & receveurs taux variable ...	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps payeurs taux fixe & receveurs taux fixe	150 000	-	-	-	-	-	150 000	2 684
Swaps payeurs taux fixe & receveurs taux variable ...	150 000	200 000	-	-	350 000	-	700 000	(13 684)
Total	450 000	400 000	-	-	700 000	-	1 550 000	23 932

30.2.2. Risques de change.

La répartition des actifs et passifs financiers par devises est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Euro	USD	MXN	Autres devises
Autres actifs financiers non courants	53 936	42 678	8 716	2 383	159
Clients et comptes rattachés	594 846	585 472	(3 427)	-	12 801
Autres créances (1)	24 504	23 873	356	-	275
Autres actifs financiers courants	73 751	72 221	258	874	398
Trésorerie et équivalents de trésorerie	412 130	401 390	7 842	-	2 898
Total des actifs financiers	1 159 166	1 125 633	13 745	3 257	16 531
Emprunts et dettes financières à long terme	2 336 627	2 336 627	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	380 073	367 045	1 006	-	12 022
Autres dettes (1)	107 390	95 804	25	-	11 561
Emprunts et dettes financières à court terme	542 880	542 722	(25)	-	184
Total des passifs financiers	3 366 971	3 342 198	1 006	-	23 767

(1) Les autres créances et autres dettes excluent tous les comptes qui ne constituent pas, au sens d'LAS 32, des droits et obligations contractuels, tels que les créances et dettes fiscales et sociales.

Les autres devises portent principalement sur le riyal saoudien (SAR), le dirham des Émirats arabes unis (AED), le franc suisse (CHF), le dinar lybien (LYD) et le dirham marocain (MAD).

Les principaux cours de change utilisés pour la conversion des actifs et passifs à la clôture sont les suivants :

	Cours de clôture au 30.06.2009	Cours de clôture au 31.12.2008
Dollar des États-Unis (USD)	0,71345	0,71855
Peso mexicain (MXN)	0,05353	0,05199

Couverture de change :

Dans le cadre de sa politique de couverture, ADP Ingénierie a procédé en 2008 et 2009 à des ventes à terme de devises dont le solde au 30 juin 2009 est de 18 millions d'USD à un cours moyen de 0,7972 et dont la livraison s'étale de juillet 2009 à janvier 2010. La juste valeur de ces ventes à terme, soit 1.415 milliers d'euros au 30 juin 2009 se trouve inscrite en Autres actifs financiers courants à l'actif du bilan consolidé.

30.2.3. Risques de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit au 30 juin 2009 :

<i>(en milliers d'euros)</i>								
	Montant au bilan du 30.06.2009	Total des échéances contractuelles au 30.06.2009	0 - 1 an	1 - 2 ans	2 - 3 ans	3 - 4 ans	4 - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires	2 022 623	2 000 000	450 000	400 000	350 000	300 000	500 000	-
Emprunts bancaires	746 233	746 233	2	-	28 119	-	38 112	680 000
Dettes financières de location-financement	5 132	5 132	4 174	210	219	229	239	61
Dépôts et cautionnements reçus	18 724	18 724	-	48	-	-	-	18 676
Autres emprunts et dettes assimilées	1 888	1 888	561	620	288	292	86	41
Intérêts sur emprunts	40 723	548 033	128 321	113 115	79 548	66 282	52 397	108 371
Comptes-courants	4 122	4 122	4 122	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	26 379	26 379	26 379	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières hors dérivés...	2 865 823	3 350 511	613 558	513 993	458 174	366 803	590 834	807 149
Fournisseurs et comptes rattachés	380 073	380 073	380 073	-	-	-	-	-
Autres dettes (1)	107 390	107 390	107 390	-	-	-	-	-
Dettes en coût amorti.....	3 353 285	3 837 973	1 101 021	513 993	458 174	366 803	590 834	807 149
Swaps de couverture:								
- Décaissements		4 121	1 558	2 057	506	-	-	-
- Encaissements		(26 116)	(8 692)	(8 692)	(8 732)	-	-	-
	(16 519)	(21 995)	(7 134)	(6 635)	(8 226)	-	-	-
Swaps de trading:								
- Décaissements		150 938	35 093	41 548	20 809	28 344	25 144	-
- Encaissements		(180 895)	(50 982)	(48 411)	(23 228)	(30 808)	(27 466)	-
	(23 932)	(29 957)	(15 889)	(6 863)	(2 419)	(2 464)	(2 322)	-
Total.....	3 312 834	3 786 021	1 077 998	500 495	447 529	364 339	588 512	807 149

(1) Les autres dettes excluent tous les comptes qui ne constituent pas, au sens de l'IAS 32, des obligations contractuelles, tels que les dettes fiscales et sociales.

L'échéancier des prêts et créances se présente ainsi au 30 juin 2009 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total au 30.06.2009	0 - 1 an	1 - 2 ans	2 - 3 ans	3 - 4 ans	4 - 5 ans	Plus de 5 ans
Créances sur des sociétés mises en équivalence	8 037	874	1 625	1 517	1 794	1 252	975
Créances sur des coentreprises	-	-	-	-	-	-	-
Autres créances rattachées à des participations.....	5 219	1 480	75	-	-	-	3 664
Intérêts courus sur créances rattachées à des participations	255	255	-	-	-	-	-
Prêts	10 388	2 341	1 669	916	769	712	3 981
Autres comptes-courants	5 365	5 365	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	2 794	3	2 141	-	-	-	650
Créance de location financement bailleur	36 701	6 200	3 717	3 430	3 166	2 921	17 267
Créances sur cessions d'immobilisations	1 139	1 139	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers.....	543	543	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés	594 846	594 846	-	-	-	-	-
Autres créances (1)	24 504	24 504	-	-	-	-	-
Prêts et créances	689 790	637 550	9 227	5 863	5 729	4 885	26 537

(1) Les autres créances excluent tous les comptes qui ne constituent pas, au sens d'IAS 32, des droits contractuels, tels que les créances fiscales et sociales.

Note 31 - Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants se décomposent ainsi à la clôture de la période :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Subventions d'investissements	30 161	29 133
Autres	1 064	2 002
Total	31 225	31 135

Note 32 - Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Fournisseurs d'exploitation	225 662	240 121
Fournisseurs d'immobilisations	154 411	236 693
Total	380 073	476 814

Ces montants sont échus dans les douze mois suivant la clôture, tant au 30 juin 2009 qu'au 31 décembre 2008.

L'exposition des dettes fournisseurs et autres créiteurs du Groupe aux risques de change et de liquidité est présentée dans la note 30.

Note 33 - Autres dettes et produits constatés d'avance

Le détail des autres dettes et produits constatés d'avance est le suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Avances et acomptes reçus sur commandes	8 859	8 303
Dettes sociales.....	160 257	158 742
Dettes fiscales (hors impôt exigible).....	71 597	42 624
Autres dettes.....	98 531	105 679
Produits constatés d'avance	150 451	131 415
Total.....	489 694	446 763

Ces montants sont échus dans les douze mois suivant la clôture, tant au 30 juin 2009 qu'au 31 décembre 2008.

Les Autres dettes incluent notamment les Aides aux riverains qui sont passées de 54.129 milliers d'euros au 31 décembre 2008 à 55.819 milliers d'euros au 30 juin 2009.

Les produits constatés d'avance comprennent principalement des redevances domaniales, soit 67.564 milliers d'euros au 30 juin 2009 (63.152 milliers d'euros au 31 décembre 2008), ainsi que la location du terminal T2G, soit 52.469 milliers d'euros au 30 juin 2009 (53.913 milliers d'euros au 31 décembre 2008).

Note 34 - Flux de trésorerie

34.1. Définition de la trésorerie

La trésorerie, dont les variations sont analysées dans le Tableau des flux de trésorerie, se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 30.06.2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	412 130	316 420
Concours bancaires courants (1)	(26 379)	(22 527)
Trésorerie (selon Tableau des flux de trésorerie).....	385 751	293 893

(1) figurant dans les Passifs courants en Emprunts et dettes financières à court terme

34.2. Acquisition de filiales

Le montant de 25.840 milliers d'euros figurant au Tableau des flux de trésorerie concerne exclusivement l'acquisition par HUB TELECOM de MASTERNAUT INTERNATIONAL et ses filiales (cf. note 3.4.2). Ce montant s'analyse ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009
Prix d'acquisition des titres	(19 000)
Frais d'acquisition	(2 159)
Remboursement compte-courant à Sanef	(6 000)
Trésorerie des entités acquises	1 319
Acquisition de filiales (nette de la trésorerie acquise)	(25 840)

34.3. Investissements corporels et incorporels

Le montant des investissements corporels et incorporels s'analyse ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	1^{er} semestre 2009	1^{er} semestre 2008
Investissements incorporels <i>(cf. note 19)</i>	8 227	7 417
Investissements corporels <i>(cf. note 20)</i>	129 588	173 787
Immeubles de placement <i>(cf. note 21)</i>	45 601	20 714
Investissements corporels et incorporels (selon Tableau des flux de trésorerie).....	183 416	201 918

Le détail de ces investissements s'établit ainsi sur le 1^{er} semestre 2009 *(en millions d'euros)* :

Développement des capacités.....	71,6
Restructuration.....	14,3
Rénovation et qualité.....	32,2
Développement immobilier.....	24,3
Sûreté.....	13,0
FEST.....	25,3
Autres.....	2,7
Total	183,4

Note 35 - Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan et les actifs et passifs éventuels se décomposent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
Engagements donnés		
Avals, cautions	7 180	5 858
Garanties à première demande	57 913	48 075
Garanties d'actif et de passif	-	2 846
Engagements irrévocables d'acquisitions d'immobilisations.....	364 837	411 133
Autres.....	17 428	17 709
Total	447 358	485 621
Engagements reçus		
Avals, cautions	70 517	60 662
Garanties à première demande	179 807	168 973
Autres.....	7 134	11 135
Total	257 458	240 770

Les avals et cautions correspondent essentiellement à des cautions accordées sur prêts au personnel.

Les garanties à première demande ont été exclusivement données par les filiales ADP INGÉNIERIE et AÉROPORTS DE PARIS MANAGEMENT au titre de la bonne exécution de leurs contrats internationaux.

Les garanties d'actif et de passif liées à la cession des titres FRANCE HANDLING réalisée en 2005 qui figuraient encore en 2008 pour 2.846 milliers d'euros sont arrivées à échéance début 2009.

Les principaux engagements reçus proviennent principalement des garanties reçues des bénéficiaires d'AOT (Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public), de baux civils et de concessions commerciales, ainsi que de fournisseurs.

Par ailleurs, en application de l'article 53 du cahier des charges d'AÉROPORTS DE PARIS, le ministre chargé de l'aviation civile dispose d'un droit de refus sur une éventuelle opération d'apport, de cession ou de création de sûreté qui concernerait certains terrains – ainsi que les biens qu'ils supportent – appartenant à AÉROPORTS DE PARIS. Les terrains concernés par cette disposition sont délimités par ce même cahier des charges.

Enfin, la loi du 20 avril 2005 prévoit que dans le cas où serait prononcée la fermeture, partielle ou totale, à la circulation aérienne d'un des aérodromes détenus par AÉROPORTS DE PARIS, un pourcentage de 70 % de la plus-value entre le prix de marché de ces actifs et leur valeur dans les comptes de l'entreprise soit versé à l'Etat. Cette disposition concerne notamment les Aérodromes d'Aviation Générale.

Note 36 - Informations sur les coentreprises

Les états financiers des coentreprises consolidées par intégration proportionnelle peuvent se résumer ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	SCI Cœur d'Orly Bureaux	SNC Cœur d'Orly Commerces	Duty Free Paris	Société de Distribution Aéroportuaire	Au 30.06.2009	Au 31.12.2008
BILAN:						
Actifs non courants	17 040	3 643	1 529	17 663	39 875	33 250
Actifs courants	2 762	441	7 938	38 218	49 359	53 474
Total Actifs.....	19 802	4 084	9 467	55 881	89 234	86 724
Capitaux propres	7 154	1 512	2 326	8 631	19 623	26 846
Passifs non courants	-	-	-	484	484	484
Passifs courants	12 648	2 572	7 141	46 766	69 127	59 394
Total Capitaux propres et Passifs	19 802	4 084	9 467	55 881	89 234	86 724
COMPTE DE RÉSULTAT :						
Produits des activités ordinaires	5 497	877	3 527	175 257	185 158	369 050
Charges nettes	(5 726)	(940)	(5 201)	(167 726)	(179 593)	(352 299)
Résultat net.....	(229)	(63)	(1 674)	7 531	5 565	16 751
FLUX DE TRESORERIE :						
Provenant des activités opérationnelles	3 984	(408)	2 314	4 569	10 459	22 125
Utilisés pour les activités d'investissement.....	(5 497)	(876)	(629)	12 353	5 351	(20 500)
Provenant des activités de financement	1 556	486	906	(17 831)	(14 883)	938
Flux globaux relatifs aux coentreprises	43	(798)	2 591	(909)	927	2 563

Note 37 - Liste des sociétés du périmètre de consolidation

Entités	Adresse	Pays	Siren	% intérêt	% contrôle	Filiale de
AÉROPORTS DE PARIS	291 Boulevard Raspail 75675 PARIS CEDEX 14	France	552 016 628	MÈRE	MÈRE	
FILIALES (intégrées globalement)						
ADP INGENIERIE	Aéroport d'Orly Parc central Zone sud - Bâtiment 641 91200 ATHIS-MONS	France	431 897 081	100,0%	100,0%	ADP
ADPi MIDDLE EAST	Immeuble Baz - Rue Sursock BEYROUTH	Liban		80,0%	80,0%	ADPI
ADPi LIBYA	El Nasser Street TRIPOLI	Libye		65,0%	65,0%	ADPI
AÉROPORTS DE PARIS MANAGEMENT	291 Boulevard Raspail 75014 PARIS	France	380 309 294	100,0%	100,0%	ADP
JORDAN AIRPORT MANAGEMENT	Ali Sharif Zu'bi Law Office PO Box 35267 AMMAN 11180	Jordanie		100,0%	100,0%	ADPM
HUB TÉLÉCOM	Roissypole - Le Dôme 4 rue de la Haye 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE	France	437 947 666	100,0%	100,0%	ADP
HUB TELECOM REGION	3 allée des Droits de l'Homme 69500 BRON	France	387 868 821	100,0%	100,0%	HUB T.
MASTERNAUT INTERNATIONAL	4 rue Charles Cros 27400 LOUVIERS	France	417 555 430	100,0%	100,0%	HUB T.
MASTERNAUT	5 Rue Salomon de Rothschild 92150 SURESNES	France	419 476 593	100,0%	100,0%	MASTERNAUT INTERNATIONAL
MASTERNAUT TELEMATICS	4 rue Charles Cros 27400 LOUVIERS	France	428 678 916	100,0%	100,0%	MASTERNAUT
SOFTRACK	5 Rue Charles Duchesne 13290 AIX EN PROVENCE	France	444 046 742	95,0%	95,0%	MASTERNAUT INTERNATIONAL
ALYZIA HOLDING	Roissypole - Le Dôme 4 rue de la Haye 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE	France	552 134 975	100,0%	100,0%	ADP
ALYZIA	Roissypole - Le Dôme 4 rue de la Haye 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE	France	484 821 236	100,0%	100,0%	ALYZIA HOLDING
ALYZIA SURETÉ	Roissypole - Le Dôme 4 rue de la Haye 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE	France	411 381 346	100,0%	100,0%	ALYZIA
VOYAGES-AEROPORTSDEPARIS.COM	Orlytech - Bat. 548 16 avenue Louis Bleriot 91550 PARAY-VIELLE-POSTE	France	501 385 728	100,0%	100,0%	ADP
SAS COEUR D'ORLY INVESTISSEMENT	Orlytech - Bat. 532 5 allée Hélène Boucher 91550 PARAY-VIELLE-POSTE	France	504 143 207	100,0%	100,0%	ADP
SAS COEUR D'ORLY COMMERCES INVESTISSEMENT	Orlytech - Bat. 532 5 allée Hélène Boucher 91550 PARAY-VIELLE-POSTE	France	504 333 063	100,0%	100,0%	CŒUR D'ORLY INVEST.

Liste des sociétés du périmètre (suite et fin)

Entités	Adresse	Pays	Siren	% intérêt	% contrôle	Filiale de
COENTREPRISES (intégrées proportionnellement)						
SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION AÉROPORTUAIRE	114 av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE	France	448 457 978	50,0%	50,0%	ADP
DUTY FREE PARIS	1 place de Londres 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE	France	509 563 094	50,0%	50,0%	ADP
SCI COEUR D'ORLY BUREAUX	108 rue Richelieu 75002 PARIS	France	504 255 118	50,0%	50,0%	ADP
SNC COEUR D'ORLY COMMERCES	108 rue Richelieu 75002 PARIS	France	504 831 207	50,0%	50,0%	CŒUR D'ORLY COMM. INVEST.
ENTREPRISES ASSOCIÉES (mises en équivalence)						
GIE ROISSYPOLE	17 Cours Valmy 92800 PUTEAUX	France	380 893 438	90,0%	49,0%	ADP
SCI ROISSY SOGARIS	Avenue de Versailles RN 186 94654 RUNGIS CEDEX	France	383 484 987	40,0%	40,0%	ADP
SCHIPHOL GROUP	Evert van de Beekstraat 202 1118CP LUCHTHAVEN SCHIPHOL	Pays-Bas		8,0%	8,0%	ADP
SETA	Viaducto Miguel Aléman 81 piso 2, Col. Escandon MEXICO	Mexique		25,5%	25,5%	ADPM
LIÈGE AIRPORT	Aéroport de Bierset 4460 GRÂCE-HOLLOGNE	Belgique		25,6%	25,6%	ADPM
CIRES TELECOM	Zone Franche de Ksar El Majaz, Oued R'Mel 93000 ANJRA	Maroc		49,0%	49,0%	HUB T.
BOLLORÉ TELECOM	31-32 Quai de Dion Bouton 92800 PUTEAUX	France	487 529 232	10,5%	10,5%	HUB T.